
3 1761 08001268 5

I

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Béranger et la Légende napoléonienne. — 1897. — Brochure in-8 . . . . Prix : 1 fr.

Les Créateurs de la Légende napoléonienne : Barthélemy et Méry. — 1899. — Ouvrage adopté par le Conseil de perfectionnement de l'Enseignement moyen en Belgique, pour les distributions de prix des Athénées et des Écoles moyennes. — Volume in-8 . . . . Prix : 3 fr.

Victor Hugo, poète napoléonien (1830-1848). — 1902. — Brochure in-8 . . . . Prix : 1 fr. 50

Jules GARSOU

L'ÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE

DE

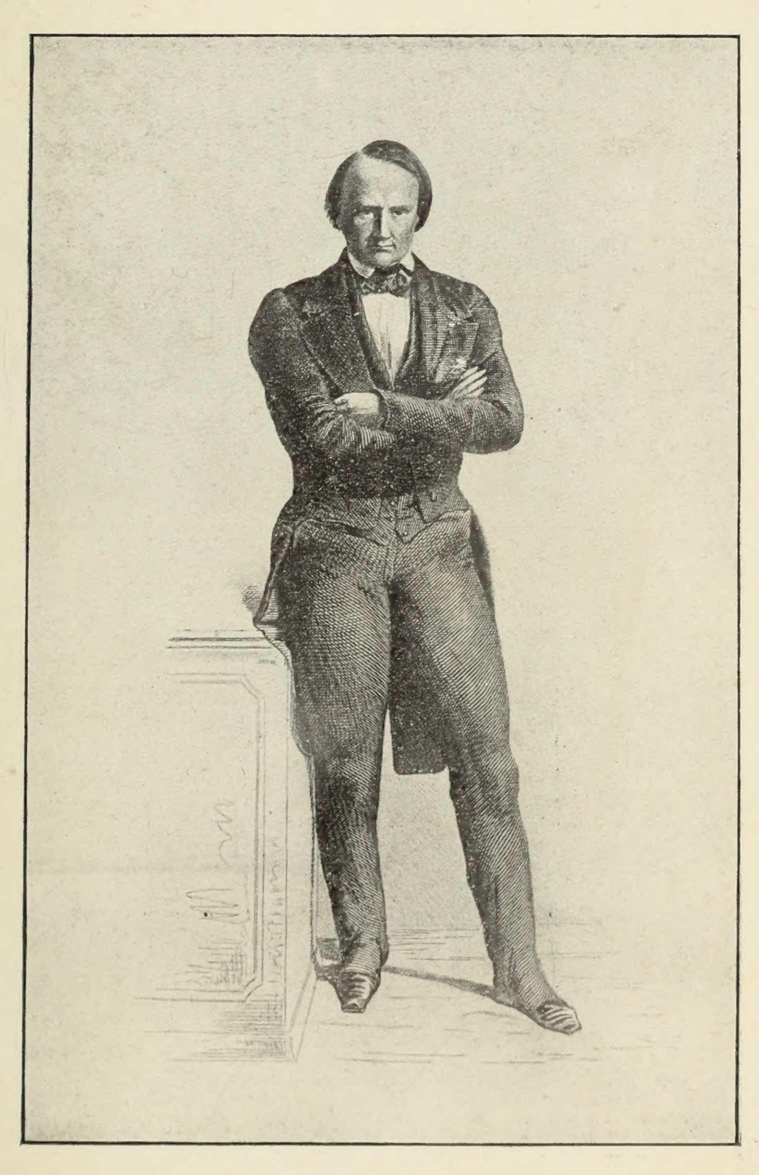
VICTOR HUGO

1848-1851

BRUXELLES
IMPRIMERIE J.-B. STEVENS
Chaussée de Waterloo, 133

PARIS
LIBRAIRIE ÉMILE-PAUL
Rue du Fg-St-Honoré, 100

1904



Victor Hugo
REPRÉSENTANT DU PEUPLE

L'Évolution démocratique

DE

Victor Hugo (1848 à 1851).

CHAPITRE I.

De la Révolution de Février à l'Élection présidentielle.

Victor Hugo place de la Bastille. — Sa visite à Lamartine le 25 février. — Sa première candidature à l'Assemblée constituante et sa lettre aux électeurs. — Son manifeste électoral et son succès aux élections complémentaires du 4 juin.— Victor Hugo à l'Assemblée constituante. — Les Ateliers nationaux. — Son attitude courageuse aux émeutes de juin. — On parle de lui comme ministre de Cavaignac.— Fondation de l'*Événement* : le rôle de Victor Hugo ; les collaborateurs du journal. — Antipathies de l'*Evénement* pour les républicains du *National* et pour les socialistes. — Sa préoccupation des questions sociales. — Le premier article consacré par l'*Evénement* à Louis Bonaparte : réserves.— L'*Evénement* se déclare pour le prétendant : *Le troisième retour de l'Empereur*.— *Le Colonel* et *le Sous-Lieutenant*.— Victor Hugo réclame la liberté de la presse à la Constituante. — Avertissements à Louis Bonaparte. — L'*Evénement* et la *Presse*.— Conseils à Louis-Napoléon.—

Un article prophétique. — Ce que signifie le nom de Napoléon. — L'engouement naïf du peuple pour le neveu de l'Empereur.

Il est incontestable que l'évolution napoléonienne de Victor Hugo se relie, fort étroitement, à son évolution politique. Nous l'avons déjà montré catholique, légitimiste et anti-bonapartiste dans les premières années de la Restauration ; napoléonien et libéral à la fin du règne de Charles X ; de plus en plus libéral, de plus en plus napoléonien après 1830, et, à la suite d'une sorte de rougeole républicaine, nous avons assisté à son ralliement à la monarchie de Juillet.

La Révolution du 24 février 1848 trouve Victor Hugo pair de France. Après avoir accompli son devoir d'« ami du château », d'orléaniste fidèle en essayant de lutter — illusion de poète — contre le courant populaire par la proclamation de la Régence, place de la Bastille, Victor Hugo comprend bientôt que la République est acceptée — tout

au moins provisoirement — par la France, et à l'exemple de presque tous les chefs des anciens partis, avec plus de discrétion toutefois, il s'y résigne lui-même.

Dès le 25 février, le désir de saluer Lamartine, son ami, le conduit à l'Hôtel-de-Ville. Il y apprend du membre du gouvernement provisoire sa nomination comme maire de son arrondissement. Sur son refus, Lamartine le prend à part et lui offre le ministère de l'Instruction publique. Victor Hugo se déclare républicain en principe, mais proteste qu'il ne peut rien accepter du nouveau pouvoir au lendemain de la chute du roi qui l'avait nommé pair de France.

« Au lieu de revenir à sa propre royauté légitime, de grand et illustre poète, Victor Hugo — écrit Alphonse Karr (1) — voulut chercher dans le nouvel ordre de choses l'équivalent de ce que la révolution lui ôtait... » Il ne tarda pas à se jeter dans l'arène électorale, et, candidat à la députation pour les élections

1. Le *Livre de Bord*, tome III, pp. 141-142.

d'avril 1848, il s'abstenait, dans une lettre aux électeurs (1), de prononcer le mot de *République*, échouant, pour cette volontaire omission peut-être, avec près de 60.000 suffrages (2).

Aux élections complémentaires du 4 juin, il eut plus de succès. Il se trouvait sur la même liste que Thiers et le général Changarnier. Il avait publié un manifeste très modéré, où, opposant la République tricolore à la République rouge, il en revenait en somme à ses aspirations de 1832. 86,965 voix le nommèrent, immédiatement avant Louis-Napoléon Bonaparte (3).

(1) Voyez cette curieuse lettre dans *Actes et Paroles*.

(2) Le journal belge l'*Émancipation*, publiait le 28 avril, l'appréciation suivante, par son correspondant parisien, des élections du 23 : « ... En nommant M. Victor Hugo et l'abbé Lacordaire, le parti modéré se serait fait accuser de vouloir faire retour à la royauté. Or, ce que le parti modéré redoute le plus au monde aujourd'hui, c'est cette accusation... »

(3) Pour donner une idée de la polémique électorale de ce temps, et pour montrer combien Victor Hugo était suspect aux démocrates, nous reproduirons ici l'éreintement dont le futur représentant fut l'objet de

La *Réforme* du 11 juin appréciait ce choix de façon piquante :

« Nous ne comprenons absolument rien à l'élection de Victor Hugo. Nous ne voulons pas bannir les poètes de la République, mais nous nous demandons à quoi peut servir, dans une Assemblée constituante, un homme étranger aux affaires, et qui, durant trente ans bientôt, semble s'être donné l'unique mission d'encenser tous les pouvoirs.

la part de l'*Organisation du Travail*, journal des ouvriers », publication très violente, à laquelle collaborait entre autres Savinien Lapointe, le cordonnier-poète, et qui fut suspendue le 27 juin : « ... voilà l'homme, s'écriait ce journal, que nous avons vu haranguer le peuple, le flattant dans ses jours de colère quand il est roi, lui prodiguant l'injure quand il est vaincu :

« Le peuple au cœur rongé d'envie. »

Après avoir reproduit le passage de la circulaire du poète relatif à la République rouge, la feuille démocratique donnait au candidat cet ironique conseil :

« Le dégoût fait tomber ma plume, j'ai hâte d'en finir, il ne me reste qu'un dernier conseil à vous donner : si vous aviez quelques poésies inédites dédiées à un de vos rois ou de vos princes, changez le nom et adressez-les au peuple, qui est et sera votre dernier souverain. »

« Ne savez-vous pas, disait-on à un électeur, que votre candidat a fait des vers pour le duc de Bordeaux et pour Charles X, qu'il a fait l'éloge le plus hyperbolique de Louis-Philippe et de son auguste lignée ?

— Alors, s'il est élu, répondit l'électeur, il chantera certainement pour la République. »

A l'Assemblée constituante, Victor Hugo prit place sur les bancs les plus modérés et vota presque toujours dans le sens de la politique de résistance.

Sa première apparition à la tribune fut marquée par un discours appuyant la proposition Falloux qui décrétait la suppression des Ateliers nationaux (1).

(1) Son intervention provoqua la colère de l'*Organisation du Travail*. Le 21 juin, on lisait dans cette feuille : « . . . Nous avons le bonheur de voir la tribune occupée par le front olympien ; le demi-dieu descend de son piédestal pour traiter une question de salaire.

« Le noble vicomte Hugo, après avoir jeté quelques larmes sur le sort malheureux des fabricants, dont il déplore la misère, veut bien convenir que les ouvriers aussi sont arrivés au dernier degré du paupérisme, mais il oublie qu'ils sont dans cette situation depuis dix-huit ans.

Aux émeutes de juin, son courage civique fut grand. Pendant que ses deux fils combattaient les insurgés, que ceux-ci envahissaient sa maison de la place Royale pour prendre Madame Victor Hugo comme otage, le poète se présentait en médiateur à plusieurs barricades. L'un de ses collègues, Galy-Cazalat, disait dans son rapport à la Commission d'enquête sur l'insurrection de juin : « . . . j'appris que mon collègue Victor Hugo s'était seul avancé avec l'adjoint, M. Vilain Saint-Hilaire, contre la barricade Vieille-rue-du Temple. Là, il harangua un groupe d'insurgés qui ne voulurent rien entendre, mais qui respectèrent en lui une des gloires de la France, que dans certains arrondissements on n'aurait pas épargnée. . . » (1).

« Pour arriver à cette démonstration, il fait des efforts incroyables et certes l'*Homère de l'époque* n'en est pas le Mirabeau. De grands mots, de grandes phrases richement habillées, de la mécanique ; du cœur, jamais ! . . . »

(1) L'*Émancipation* du 2 juillet donnait, d'après les journaux de Paris, des détails circonstanciés : « Parmi les représentants du peuple qui ont énergiquement

Le bruit courut un instant (1) que le général Cavaignac ferait appel à Victor Hugo pour lui confier le ministère de l'Instruction publique, avec de Falloux comme sous-secrétaire, et Baroche, Billault, Dufaure, entre autres, pour collègues. Cette nomination eût probablement donné aux idées politiques de Victor Hugo une orientation toute différente.

Quoi qu'il en soit, le poète n'entendait pas s'effacer à la Constituante : son ambition politique lui faisait entrevoir les plus hautes destinées. Il voulut avoir son journal à lui et contribua à la fondation de l'*Evénement*.

payé de leur personne dans ces sanglantes journées, il faut citer M. Victor Hugo. Pendant deux jours, le samedi et le dimanche, il a bravé les balles et la mitraille avec une intrépidité qui eût fait honneur aux vétérans les plus éprouvés. Il a mis autant de courage . . . de sang-froid à braver les dangers qu'il avait mis d'éloquence à les prédire.

« Dans son généreux désir d'épargner le sang français, il n'a pas craint de s'avancer tout seul devant la barricade de la rue Vieille du Temple, malgré tous ceux

(1) Nous trouvons trace de cette rumeur dans l'*Émancipation* du 29 juin.

Ses collaborateurs, dit Alphonse Karr, étaient ses deux fils, Paul Meurice, Auguste Vacquerie « et quelques autres, tous ou presque tous jeunes gens d'esprit et de talent . . . » Victor Hugo, bien que n'écrivant pas ostensiblement dans ce journal, en était le véritable inspirateur et le directeur réel. « De temps en temps, remarque A. Karr, on reconnaissait l'aigle à sa griffe, *ex ungue leonem*, comme

qui le retenaient ; couché en joue par les insurgés, il n'en a pas moins marché vers eux, et leur a dit qu'ils étaient des hommes égarés, mais qu'ils étaient tous des braves, et qu'il n'y en avait pas un d'entre eux qui voulût tirer sur un homme marchant seul et sans armes vers deux cents hommes armés. Il leur fit comprendre que, s'il venait ainsi leur dire de se disperser, ce n'était pas dans son intérêt à lui, mais dans leur intérêt à eux. Ces malheureux, un instant émus, lui répondirent qu'ils avaient juré de mourir plutôt que de se rendre, mais qu'ils ne l'en remerciaient pas moins, et qu'ils le regardaient comme un bon citoyen. M. Victor Hugo dut alors se retirer et revenir dans les rangs de ceux qui l'assistaient, et parmi lesquels on distinguait l'adjoint au maire du 6e arrondissement, M. Vilain Saint-Hilaire. . . La barricade ne se rendit que le lendemain.

« M. Victor Hugo était encore à l'assaut de la formidable redoute du faubourg du Temple . . . »

Victor Hugo le dit lui-même dans une de ses lettres . . . » (1).

Le poète prit d'ailleurs la précaution de se déclarer complètement étranger à la rédaction du journal (2).

Epousant les haines littéraires de Victor Hugo, l'*Evénement* se fit hostile, avant tout, aux républicains gouvernementaux de la nuance du *National*, qui avait si vivement contesté le talent dramatique du poète vers 1830, et qui, par la suite, n'avait jamais voulu reconnaître sa supériorité littéraire, et moins encore son importance politique.

Les socialistes n'étaient pas davantage les favoris de l'*Evénement*.

(1) Sur l'*Evénement* et son inspirateur, on peut aussi s'en rapporter à ce qu'en a dit notre vénérable ami, M. Philibert Audebrand, dans ses *Souvenirs de la Tribune des Journalistes*, pp. 32 à 40.

Le premier numéro de ce journal parut le 1er août 1848.

(2) Voyez à ce sujet E. Biré, *Victor Hugo après 1830*, tome II, pp. 130-135.

Dans une lettre datée du 25 avril 1869, adressée aux cinq rédacteurs-fondateurs du *Rappel*, A. Vacquerie,

Le journal de Victor Hugo ne se déclarait pas cependant l'adversaire de la République, puisqu'il répondait, le 1er août 1848, à la *Réforme* qui se plaignait de voir les républicains mis à l'index : « . . . l'opinion du pays est celle-ci : gardons la République, gardons-nous des républicains . . . »

Le 1er août 1848, Victor Hugo, tout en déclarant l'état de siège nécessaire, réclama en termes assez vifs le rétablissement de la liberté de la presse et la réapparition des journaux suspendus, de la *Presse* notamment, l'organe de son ami Emile de Girardin. Son

P. Meurice, Ch. Hugo, F.-V. Hugo, H. Rochefort, — Victor Hugo déclarait qu'il devait rester étranger au *Rappel*, parce que le moment n'était pas venu pour lui d'écrire dans un journal, ni d'accepter de candidature.

Il ajoutait qu'il n'avait jamais écrit dans l'*Evénement* « . . . pour d'autres raisons, résultant des complications de la double vie politique et littéraire qui m'est imposée . . . » Et il rappelait que ce journal avait atteint, en 1851, au tirage élevé de 64,000 exemplaires.

L'*Evénement*, dit d'autre part Gustave Claudin dans ses *Souvenirs*, appartenait à Victor Hugo et à Emile de Girardin.

argumentation produisit un effet curieux sur le général Cavaignac. Le correspondant parisien de l'*Émancipation* de Bruxelles traçait un intéressant croquis de cet incident de séance :

« . . . Tant qu'il n'y eut à la tribune que des avocats, (le général) se borna à hausser les épaules.

« Quand vint le tour de Victor Hugo, ce fut autre chose. Premièrement, il ne s'attendait pas à cette précision chez un poète, elle l'étonna ; secondement, il ne comptait pas sur cette énergie de tribun chez un ex-pair, elle le déconcerta. Il commença par tordre les pointes de sa moustache, puis il ouvrit et secoua les revers de sa redingote comme pour communiquer à sa poitrine oppressée plus d'air respirable. Puis il chercha à élargir l'espace qu'il occupait sur son banc, qui ne suffisait plus à le contenir. Il exerçait sur lui-même l'action convulsive de ses nerfs en frappant de ses poings fermés l'enveloppe osseuse de son cerveau en ébullition. Ah ! comme un champ de bataille aurait mieux

répondu, alors, au mouvement de son esprit que la tribune ! . . . »

L'*Evénement* prenait du reste une allure fort personnelle et très indépendante. Il se préoccupait volontiers des questions sociales. Son détachement de la forme gouvernementale était grand. On lisait par exemple dans son numéro du 18 août 1848 : « Avant tout, les souffrances du peuple à soulager ! Que notre gouvernement soit une République ou une Monarchie, qu'il soit représenté par un président, par un roi ou par un empereur, c'est là une question de forme ; la question de fond, c'est que le peuple soit heureux . . . »

Auguste Vacquerie, le 21 août, présentait Victor Hugo comme le poète démocratique par excellence, et rappelait ses idées très avancées de 1830, notamment la revendication du suffrage universel éclairé.

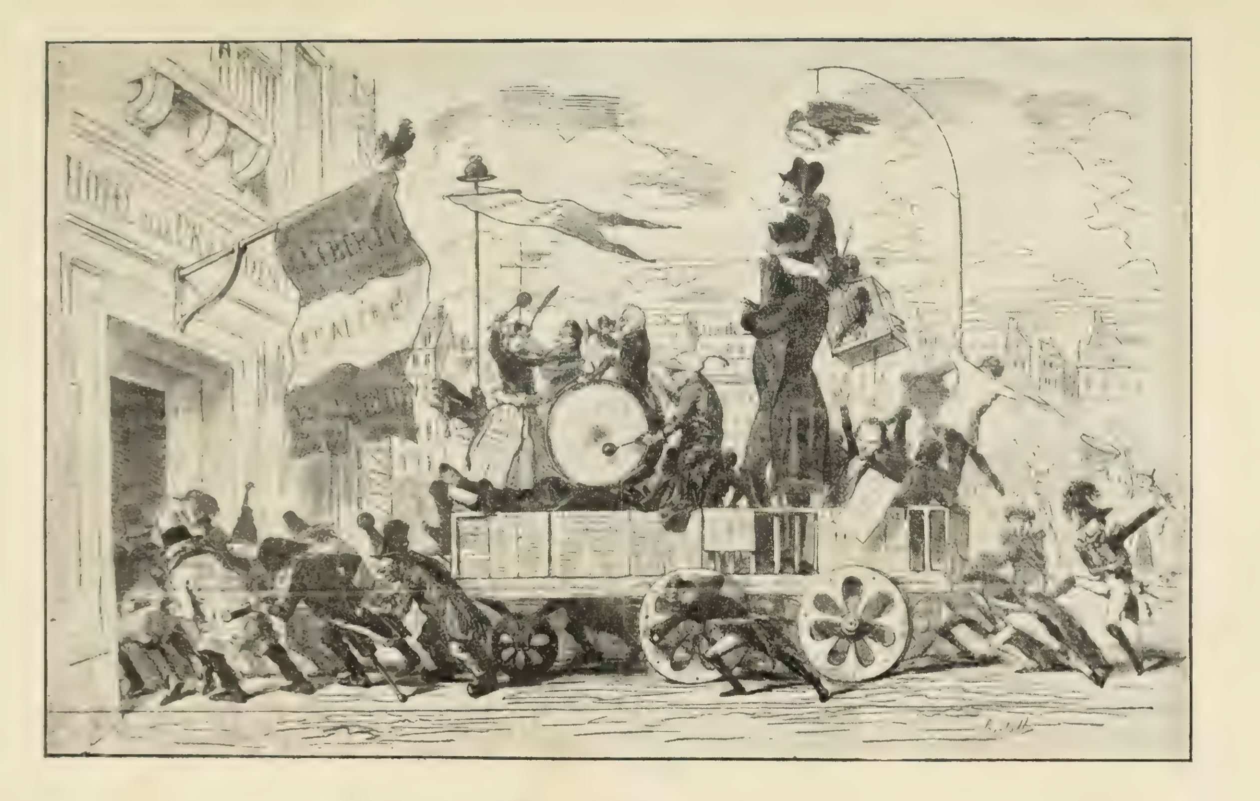
Les sentiments napoléoniens de Victor Hugo étaient alors pour ainsi dire à leur apogée. Ils devaient, vu les circonstances,

exercer une influence de plus en plus grande sur sa vie politique. Ils allaient prendre bientôt une direction déconcertante, que rien ne pouvait faire prévoir, qu'expliquent seuls peut-être l'excessive mobilité d'idées et l'immense amour-propre du poète.

Un héritier de l'Empereur venait d'entrer en scène.

Le premier article consacré par l'*Evénement* à Louis-Napoléon Bonaparte parut le 15 septembre 1848. Il n'était pas fort explicite, car on semblait y blâmer le prétendant, de représenter un parti, non une idée. C'est, dit l'*Evénement*, la question sociale qui est à résoudre, et pour cela, il faut des hommes d'idées, non de partis.

Toutefois, le journal de Victor Hugo ne pouvait que se rallier à l'héritier de Napoléon. Ce ralliement ne fut pourtant pas aussi spontané que le dit M. Edmond Biré. Les réserves de l'*Evénement* furent même assez nettes. C'était plutôt l'Empereur qu'il voyait à travers son neveu.



Le Triomphe pour Rire

Après avoir cité, sans protestation, le 21 septembre, un articulet du *Standard,* qui annonçait comme possible dans les huit jours une restauration impériale, l'*Evénement* prit décidément parti pour Louis-Napoléon contre le général Cavaignac, qui était d'ailleurs le candidat du *National* tant détesté. L'article du 25 septembre, intitulé : *Le troisième retour de l'Empereur*, traduisait bien, en son style imagé, les sentiments de Victor Hugo :

« M. Louis-Napoléon Bonaparte doit, dit-on, arriver ce soir à Paris. Ce n'est pas un homme qui revient, — c'est une idée . . .

« Depuis 1815, le peuple attend Napoléon . . . il a besoin d'un idéal, d'une vision, d'un amour : cet idéal, cette vision, cet amour, c'est l'Empereur . . . Qu'on n'aille pas croire que c'est d'un prince ou d'un neveu qu'il s'agit ! . . . Celui que le peuple vient de nommer représentant (1), ce n'est pas l'héri-

(1) Louis-Napoléon avait été élu le 17 septembre dans les cinq départements de la Seine, de l'Yonne, de la Charente-Inférieure, de la Corse et de la Moselle.

tier de l'échauffourée de Boulogne, c'est le vainqueur d'Iéna, ce n'est pas l'homme de la tentative de Strasbourg, c'est le héros d'Arcole, c'est l'homme qui est sur tous les murs et dans tous les esprits, c'est l'homme de l'apothéose et du succès, c'est l'homme de la Colonne et de la gravure ; sa candidature date d'Austerlitz . . . »

L'*Evénement* opposait dédaigneusement le « Colonel » (Cavaignac) au « Sous-Lieutenant » (le premier Bonaparte) :

« Le Colonel a fait tout ce que le Sous-Lieutenant a fait de petit, et rien de ce qu'il a fait de grand . . . Il a rétabli la censure, suspendu les journaux, désavoué Lamartine, INDIGNÉ VICTOR HUGO, et emprisonné M. de Girardin . . . »

« Indigner Victor Hugo », il faut bien l'avouer, c'était le crime irrémissible, la faute suprême !

Le 11 octobre, Victor Hugo reparut à la tribune pour réclamer de nouveau la liberté

entière de la presse. Son discours fut très peu goûté de la majorité, dont l'*Evénement* disait : « . . . elle nous semble montrer trop souvent trop de défiance pour les libertés et peut-être pour les supériorités . . . »

Le *Charivari* — très hostile pour lors au poète — traita Victor Hugo d' « un des hommes les moins écoutés de la Chambre », et demanda s'il était « bien venu à se plaindre des restrictions apportées à la liberté de la presse, lorsqu'un journal notoirement rédigé sous son patronage et d'après les inspirations se livre chaque matin, aux plus violentes attaques contre le ministère et le pouvoir exécutif ? . . . »

Le 20 octobre, l'*Evénement* louait L.-N. Bonaparte de s'être fait inscrire comme membre du comité de l'instruction publique, plutôt que d'écouter ses amis qui voulaient le faire entrer au comité des affaires étrangères ou à celui de la guerre. « Mauvais conseil que ses amis lui donnaient là ! Ce qu'il faut, en effet à la France aujourd'hui, ce

ce ne sont ni des batailles, ni des congrès, ce sont des écoles. »

Quelques jours après, l'*Evènement* défendait les Bonapartes du reproche de fomenter des émeutes impérialistes, applaudissait au plaidoyer « pro domo » du fils de Jérôme, Napoléon Bonaparte, « portrait vivant de l'Empereur » et raillait impitoyablement Clément Thomas, qui avait pourtant compris et dénoncé les arrière-pensées des Napoléons.

Il adressait à la vérité à son candidat des avertissements quant à son rôle futur. « Sa vie politique recommence, disait-il. Nous voulons bien déchirer le chapitre de l'échauffourée de Boulogne et de Strasbourg. Nous lui ouvrirons un livre blanc, où il est libre d'écrire de grandes choses. Qu'il ne nous donne pas surtout une seconde édition de ce que nous avons déjà vu de lui ! Son nom l'y oblige. Qu'il ne signe pas Strasbourg et Boulogne avec le paraphe d'Austerlitz et de Marengo !..... »

La *Presse* avait aussi adopté la candidature de Louis-Napoléon. On sait les rapports très amicaux qui unissaient Victor Hugo à Emile de Girardin (1). L'*Evénement* du 28 octobre, qualifiant le célèbre journaliste d'homme des initiations, le félicita d'avoir été, cette fois encore, l'écho de la pensée et de la voix populaire.

« On peut tenir dès à présent pour assurée l'élection de M. Louis Bonaparte... Il est possible que la France se trompe sur M. Louis Bonaparte, mais cette erreur même serait excusable... C'est son instinct qui la pousse vers ce nom éclatant... »

L'*Evénement* avoue pourtant qu'il eût préféré Lamartine, mais il s'associe à l'élan de la foule. Il dévoile aussi le suprême désir de Victor Hugo : devenir le ministre du futur Président.

(1) Comme nous le disons plus loin, Emile de Girardin avait même décidé l'*Evénement* à se rallier à Louis-Napoléon.

« .... M. Louis Bonaparte est le candidat des classes souffrantes. Pour elles, il n'a pas besoin de faire de programme. Pour elles, il se confond presque entièrement avec celui que l'histoire nomme le Grand Empereur et que la chanson appelle le Petit Caporal...

« Les classes qui souffrent ne demanderont pas à M. L. Bonaparte s'il a des idées : les classes qui pensent le lui demanderont...

« Pour nous et tous ceux qu'un nom n'aveugle pas..., il faut que M. L. Bonaparte écrive ou dise quelles pensées grandes ou du moins utiles auront avec lui leur avénement...

« Qu'il commence, par exemple, dès aujourd'hui,... à s'entourer de tout ce qui travaille, de tout ce qui lutte en France... qu'il ouvre son salon aux historiens, aux artistes, aux philosophes...»

L'*Evénement* du 29 octobre exprime l'espoir que la confiance qu'il accorde à Louis-Napoléon ne sera pas vaine :

« Nous avons de la confiance dans l'avenir de ce nom, parce que nous avons de l'admiration pour le passé. L'esprit se refuse à admettre qu'après avoir magnifiquement ouvert le siècle, il le termine ridiculement. Quoi ! ce grand bruit, cette grande voix qui a rempli l'Europe... s'éteindrait dans la risée du monde ! On verrait donc à la fois Napoléon grand et petit (1), ici dominant les gloires, là dominé par les médiocrités ; ici, maître éternel, debout sur sa colonne d'airain et parlant aux nuages et à la foudre, là, favori d'un jour, humble devant l'ignorance dédaigneux devant la pensée ! Dans la première partie de ce siècle, Napoléon disait aux soldats : « Je suis content de vous ! ». Il faudra, dans la seconde, qu'il dise aux penseurs : « Vous serez contents de moi ! »

(1) Le titre du fameux pamphlet, l'insulte suprême du dernier discours de Victor Hugo à l'Assemblée législative apparaît ainsi pour la première fois dans **cet article si étrangement prophétique.**

« Ce nom ne peut pas se rapetisser, la Providence se doit à elle-même d'en sauvegarder la gloire... »

Victor Hugo fut, en compagnie de Montalembert, des trente opposants à la Constitution, tous réactionnaires, et son journal constatait que sur la plupart des questions importantes, le poète était en désaccord avec la charte nouvelle.

Le 6 novembre, l'*Evénement* déclare que l'une de ses raisons de défendre Louis Bonaparte, c'est l'acharnement du pouvoir contre ce candidat ; le jour du succès, ajoute-t-il, nous devrons peut-être nous séparer du Président, car nous ne combattons pas pour un homme, mais pour une idée, et nous n'entendons pas être des courtisans.

Trois jours plus tard, il donne au *National* la signification du nom de Napoléon :

« ... Pour le peuple... quand ce nom est *Napoléon*, il signifie confiance, renaissance du crédit, ordre, grandeur et gloire... quand

M. Louis Bonaparte ne serait qu'un nom, la France ferait bien encore de se déclarer pour ce nom immense. Mais nous prouverons encore sans peine que sous ce nom de Napoléon, il y a aujourd'hui un homme — que derrière l'idole il y a l'idée... »

L'*Evénement* annonçait avec bonheur le ralliement général à Louis Bonaparte des modérés, écoutant la voix de la plupart des hommes marquants des anciens partis, depuis le maréchal Bugeaud jusqu'à Victor Hugo (1).

Il laissait de nouveau percer le vif désir du poète de jouer les plus hauts rôles politiques, en écrivant le 19 novembre : « Nous

(1) « ... Le spectacle de Paris doit être curieux, écrivait de Vienne en Dauphiné Ponsard, à la duchesse Decares. Les ambitions doivent accourir en foule vers le soleil levant. Hugo, Dumas et Barthélemy, en ce qui concerne la littérature, n'y ont pas manqué...».

Alexandre Dumas marchait alors en effet dans l'ombre de Victor Hugo et de Louis-Napoléon. Lorsqu'il se présenta, en octobre 1848, devant les électeurs de l'Yonne, il disait, dans sa profession de foi :

nous séparerions de M. Louis Bonaparte, devenu Président, le jour où il écarterait de ses conseils un nom de valeur et où il fermerait la porte du pouvoir à une idée utile. »

Le journal de Victor Hugo se croyait autorisé, le même jour, à répondre de la loyauté de son candidat au *Siècle*, qui s'était demandé ce que ferait Louis-Napoléon vis-à-vis d'émeutiers qui voudraient le proclamer Empereur. L'avenir devait se charger du démenti...

La veille du scrutin, le 9 décembre, répondant aux railleries du *National* et de la *Démocratie pacifique*, il se faisait l'écho des croyances naïves des âmes populaires,

« ... Mes ennemis politiques sont : MM. Ledru-Rollin, Lagrange, Lamennais, Pierre Leroux, Proudhon, Etienne Arago, Flocon et tous ceux que l'on appelle les Montagnards... Mes amis politiques... sont MM. Thiers, Odilon Barrot, *Victor Hugo*, Emile de Girardin, Dupin, Bauchart, Napoléon Bonaparte...»

Nous le verrons, en 1850, passer avec Victor Hugo dans l'armée démocratique.

pour qui Napoléon n'était pas mort : «... les pêcheurs croient que, depuis la rentrée de Napoléon, la pêche est redevenue miraculeuse comme sous l'Empire ; les paysans s'imaginent que le bon Dieu a retardé l'hiver d'un mois, cette année, pour laisser les chemins praticables aux électeurs ; deux ouvriers nous écrivaient hier, qu'à la seule pensée de la candidature du neveu de l'Empereur, *ils respirent un peu d'espérance ;* tous les simples, enfin, se figurent qu'un trésor caché va les exempter de l'impôt... »

Comment s'étonner, dès lors, du vote d'enthousiasme qui donna une majorité écrasante à un homme qui ne pouvait, à ce moment, invoquer d'autres titres que son nom ? (1)

(1) Victor Hugo faisait pour son candidat de la propagande personnelle. M. Philibert Audebrand nous a raconté que le poète s'était efforcé d'obtenir, pour Louis-Napoléon, le vote d'Adolphe d'Ennery. Mais celui-ci donna sa voix à Cavaignac, qui, disait-il, avait sauvé, en juin, l'ordre et la société.

CHAPITRE II.

Du Dix Décembre 1848 à l'Assemblée législative (mai 1849).

Première déception : Victor Hugo n'est pas ministre. — Le premier dîner présidentiel : long entretien entre le poète et le Président. — Regrets de l'*Evénement*. — Conseils à Louis-Napoléon : s'occuper des classes souffrantes : une citation d'*Hernani* — L'*Evénement* réclame le désarmement. — Il défend l'idée de l'unité allemande. — Discours de Victor Hugo pour demander la dissolution de la Constituante. — L'*Evénement* montre le poète constamment préoccupé des intérêts des malheureux. — Il combat la proposition d'Edouard Charton : le savoir lire et écrire. — Il défend Montalembert contre les attaques de la Montagne, fait appel à l'union des modérés, déclare le suffrage universel impeccable. — Victor Hugo au comité de la rue de Poitiers, dont il signe la circulaire électorale. — L'*Evénement* approuve chaleureusement l'offre de la couronne impériale au roi de Prusse. — Victor

Hugo souscripteur pour la propagande anti-socialiste. — Une lettre de Louis Blanc. — Victor Hugo vote le crédit pour l'expédition de Rome et contre la proposition Senard. — Son discours à la Réunion générale des auteurs dramatiques. — Un article inquiétant... pour les conservateurs. — Tableau présenté par l'*Evénement* des dangers du socialisme.— Election de Victor Hugo à la Législative.

Victor Hugo ne vit point se réaliser sa plus chère espérance d'alors ; il ne réussit pas à entrer dans les conseils du Président. Ce n'est pas que Louis-Napoléon lui fût contraire ; il eût volontiers confié au poète le ministère de l'Instruction publique. Selon M. Biré, la répugnance de tous les membres du premier cabinet présidentiel aurait seule empêché le choix de Victor Hugo.

Le poète, assuré des sympathies de Louis-Napoléon, ne se découragea pas d'abord. Persuadé que le prétendant ne tarderait pas à revenir à lui, il resta son partisan et ne rompit pas davantage avec la droite.

Louis-Bonaparte lui témoignait la plus grande bienveillance. Le 24 décembre 1848, il invita le poète à son premier dîner présidentiel. Victor Hugo arriva en retard. « Le Président -- raconte-t-il dans ses *Choses vues* — se leva quand j'entrai. J'allai à lui. Nous nous prîmes la main. — J'ai improvisé ce dîner, me dit-il, je n'ai que quelques amis chers (1), j'ai espéré que vous voudriez bien être du nombre. Vous êtes venu à moi, comme je suis allé à vous, simplement. Je vous remercie. »

Le Président prit ensuite Victor Hugo à part et lui demanda son avis sur la situation politique. Le poète lui développa un programme brillant, mais des plus vagues, insistant surtout sur la nécessité de satisfaire le désir de la France de s'illustrer, sinon par la guerre, du moins par l'intelligence...

(1) Entre autres Changarnier, Ney, Conti, Lucien Murat.

Sollicité de s'expliquer sur le ministère Odilon Barrot, Victor Hugo ne contenta point la curiosité du Président qu'il nous montre fort contrarié de sentir en ses ministres des instruments de Thiers.

Quand à l'*Evénement*, il manifesta plusieurs fois (1) le regret de n'avoir pas vu les hommes les plus éminents du parti modéré — il pensait surtout à son poète — entrer dans le ministère. Il semblait même blâmer Victor Hugo et les autres personnages auxquels il faisait allusion de s'être dérobés à un grand devoir.

Le *National* s'étant moqué de la déconvenue de « Ruy-Blas », l'*Evénement* lui répondit qu'il n'en voulait pas à Louis Bonaparte,

(1) Le 19 décembre, notamment, on pouvait y lire : «... une seule réflexion saisit tous les esprits : les capacités éminentes et éclatantes du parti modéré restent à l'écart, s'abstiennent et se réservent. Pourquoi cela ?

Il est pourtant certain que des offres leur ont été faites et qu'ils ont été conviés avec instance à l'œuvre patriotique. Comment donc se sont-ils crus en droit

puisque le Président avait fait des avances à Victor Hugo comme à d'autres célébrités. Quel dommage pourtant, ne peut-il s'empêcher de soupirer, pour la gloire de Louis-Napoléon, qui, avec un grand ministère, se serait élevé si haut qu'il eût approché de l'Empereur !

Il se croit d'ailleurs autorisé, par son dévouement à la cause de l'ordre, d'exiger du nouveau pouvoir de veiller avec la plus grande sollicitude sur les classes souffrantes, sans tomber « dans les chimères des socialistes ».

de refuser ce devoir ? Bien que nous comptions parmi eux nos admirations ou même nos amitiés, nous n'hésiterons pas à les blâmer ouvertement et formellement. Et, selon nous, ce n'est pas en secret et dans d'officieuses conférences que le futur Président de la République eût dû réclamer leur concours : c'est publiquement, officiellement, en pleine assemblée, en pleine France. L'on aurait vu ceux qui auraient osé se dérober à leur tâche, consulter leurs ambitions ou leurs calculs personnels, laisser dédaigneusement ou perfidement à des doublures le grand rôle que le pays leur confiait, déserter leur parti, et, pour ainsi dire, abdiquer la France... »

La politique du Président pourrait, dit-il, s'inspirer des vers « qu'un grand poète prête à Charles-Quint agenouillé devant les cendres de Charlemagne » :

... Aux fortunes du monde ai-je droit de toucher ?
Ai-je un pied sûr et ferme, et qui puisse marcher
Dans ce sentier, semé des ruines vandales,
Que tu nous as battu de tes larges sandales ?
Ai-je bien à ta flamme allumé mon flambeau ?
Ai-je compris la voix qui parle à ton tombeau ?
— Ah ! j'étais seul, perdu, seul devant un empire,
Tout un monde qui hurle, et menace, et conspire,
Le Danois à punir, le Saint-Père à payer,
Venise, Soliman, Luther, François premier,
Mille poignards jaloux luisant déjà dans l'ombre,
Des pièges, des écueils, des ennemis sans nombre,
Vingt peuples dont un seul ferait peur à vingt rois,
Tout pressé, tout pressant, tout à faire à la fois,
Je t'ai crié : — Par où faut-il que je commence ?
Et tu m'as répondu : — Mon fils, par la clémence ! (1).

La *Presse* s'était déclarée très satisfaite du ministère Barrot et avait invité l'*Evénement* à préciser ses désirs. Le journal de

(1) *Hernani*, acte IV, scène cinquième.

Victor Hugo répondit en citant les personnalités ministrables « par ordre historique d'influence, MM. Molé, Berryer, Guizot, Thiers, Odilon Barrot, de Broglie, Bugeaud, Lamartine, Cavaignac, Ledru-Rollin, Armand Marrast, Victor Hugo, Emile de Girardin », et en rappelant « que les premiers ministères de 1830 comptaient parfois cinq ou six hommes de premier ordre et que le pouvoir ne s'est réellement affaibli que lorsqu'il a fait des économies de talents... »

Il donnait, quelques jours après, une assez piètre idée de la clairvoyance de son grand homme d'Etat en réclament le désarmement. C'était, il est vrai, une manie qui hantait, en maint pays, le cerveau de plus d'un rêveur. La Belgique connut aussi cet état d'esprit et il fallut toute l'énergie des ministres libéraux d'alors pour résister aux instances même de leurs amis politiques.

Victor Hugo ne boudait pas plus, à cette époque, les ministres du Président que le chef de l'Etat. Il dînait le 18 janvier, chez

M. de Falloux avec Louis-Napoléon ; le 24, il se trouvait à ses côtés chez M. Léon Faucher.

Nous avons, dans une précédente étude, découvert en Victor Hugo un ami déclaré de l'Allemagne (1). Son journal se montra l'un des plus chauds partisans de l'unité allemande et de la candidature à l'Empire du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV, déjà célébré dans *Le Rhin,* qu'il appelait, le 21 janvier 1849, « un prince sincèrement libéral », et qu'il considérait, le 28, comme l'émule constitutionnel de Pie IX.

Le plus vif désir des réactionnaires était la prompte dissolution de l'Assemblée constituante. Victor Hugo montait à la tribune, le 29 janvier, pour soutenir la proposition Rateau (2). Il recueillait les applaudissements

(1) Voir *Victor Hugo, poète napoléonien* (1830-1848), pp. 26-30.

(2) Le représentant Rateau avait déposé une proposition tendant à la dissolution de l'Assemblée constituante.

de la droite et bravait les colères des vrais républicains. Son discours était haché par les interruptions des « Montagnards », qui lui prodiguaient les épithètes de royaliste et de monarchiste. Quelques mois plus tard, c'étaient les modérés de la Législative qui reprenaient pour leur compte les arguments des « rouges »...

Les *Débats*, le *Constitutionnel*, la *Gazette de France*, l'*Univers* lui-même s'accordèrent à louer le discours de Victor Hugo.

Un journal socialiste se plaignait de n'avoir entendu aucune parole noble et généreuse prononcée à la tribune par les orateurs du parti réactionnaire — il citait Montalembert, Falloux, Victor Hugo — ; l'*Evénement* protestait au nom de son inspirateur et donnait mainte preuve de ses sentiments sympathiques aux malheureux. «... il y a une bonne raison, nous le savons, pour que ces partis exclusifs méconnaissent

le libéralisme de ces paroles (1), c'est que le même homme qui les a prononcées a voté pour deux chambres dans la Constitution, pour la sanction de la Constitution par le peuple, pour l'ajournement des lois organiques, pour la proposition Rateau, c'est que Victor Hugo est un ancien pair de France, qu'il a parlé pour la régence le 24 février, sur la place de la Bastille, alors que la régence était encore possible ; parce qu'enfin l'ardent avocat de la liberté est en même temps le défenseur décidé de l'ordre. »

Une sage proposition de M. Edouard Charton, qui demandait, dans un amendement à la loi électorale, de décréter le savoir lire et écrire à partir de 1855, donna lieu au journal de Victor Hugo d'émettre cette opinion vraiment déconcertante : « Nous sommes de ceux qui croient à la

(1) Il rappelait des passages des discours de Victor Hugo relatifs à la dissolution des Ateliers nationaux, à l'abolition de la peine de mort, au budget de l'instruction publique.

foule, même ignorante, et les faits ont prouvé qu'elle ne se trompait guère et que son instinct valait toutes les lumières du monde... !! »

Il eût été cruel, pour le poète et ses amis, d'entendre évoquer cet étrange aphorisme au lendemain des plébiscites dictatoriaux et impérialistes !

Montalembert était, cela va sans dire, l'un des orateurs les plus antipathiques à la gauche avancée. L'*Evénement* le félicitait de mériter les haines de la Montagne. Celle-ci, dit-il, « le hait en détail, elle le hait tout entier. Elle hait à travers lui la religion, l'éloquence et le bon sens. C'est trop juste... »

Le 27 février, il adressait un vif appel à l'union du « grand parti modéré, qui fait l'incontestable majorité de la France et qui veut assurer la liberté par l'autorité et le progrès par l'ordre... », et dont la division serait, pour les républicains rouges, l'unique espoir.

Proudhon avait écrit : « La République est au-dessus du suffrage universel », l'*Evénement* lui répliquait, justifiant d'avance le Coup d'Etat : « Nous disons, nous : le suffrage universel est au-dessus de la République. »

Il précisait davantage encore sa pensée quand il répondait « sans hésiter » à une question de la *Presse* : « Où commence la légitimité et où finit l'usurpation ? » — « Au suffrage universel. »

Le lendemain, Emile de Girardin, tout en faisant le plus grand éloge de Victor Hugo, après avoir rappelé l'ingratitude commise envers lui lors de la formation du ministère du 20 décembre, affirmait que les électeurs parisiens, manquant de courage politique, ne le rééliraient pas ; l'*Evénement* affectait au contraire une entière confiance : « Notre foi dans la sagesse de la nation reste inébranlable, et nous persistons à voir dans le suffrage universel le salut de la situation... »

Les élections à la Législative se préparaient. Victor Hugo fit partie du fameux Comité de la rue de Poitiers, en compagnie de Victor de Broglie, de Casimir-Périer, de de Morny, de tous ces hommes enfin auxquels l'*Evénement* devait donner plus tard le nom de *Burgraves*.

Le 8 mars, son journal se disait autorisé à déclarer que Louis-Napoléon n'entendait prendre aucune part à la campagne électorale.

Victor Hugo signa le manifeste du Comité de la rue de Poitiers, si dur pour les socialistes, dans ce passage notamment : «... La faction insensée qui a la prétention de changer toutes les conditions de la société humaine, famille, propriété, religion, et qui, si elle pouvait réussir un seul jour, plongerait dans la misère ce peuple qu'elle prétend appeler au bien être, etc....»

Dans son engouement pour le suffrage universel, l'*Evénement* écrivait encore cette

justification anticipée du Coup d'Etat de 1851 : «... le vote du 10 décembre... à intrinsèquement autorisé L.-N. Bonaparte à solliciter de la France tous les pouvoirs et toutes les formes qui seront nécessaires pour fonder un bon gournement !...»

Il exprimait l'espoir que, semblable à l'élection du 10 décembre qui avait délivré la République de 1848 « du fantôme obsesseur de la République de 1793 », le vote du 13 mai la débarrasserait « de ses amis compromettants, les républicains...»

L'offre de la couronne impériale au roi de Prusse provoqua un véritable enthousiasme parmi les rédacteurs de l'*Evénement*. Pour eux, c'était là un événement « immense, décisif, providentiel, heureux pour la France», et ils invitaient Louis-Napoléon à conclure, sans hésitation, une alliance franco-germanique, qui, dans leur croyance naïve, rendrait le Rhin à leur patrie, tout en mettant une barrière infranchissable entre la Russie et

la France, que presque personne, en ce temps-là, n'aurait pu concevoir unies... »

L'*Evénement* s'était impitoyablement moqué d'un manifeste électoral élaboré par « la presse démocratique et sociale » ; il se montra mieux disposé pour le programme assez pratique formulé par la Montagne, tout en regrettant que, pour ce parti, «... l'impatience du rêve » ne voulût pas « transiger avec les nécessités du fait.»

Il jugeait la situation électorale présente bien plus favorable que l'époque troublée d'avril 1848, et se réjouissait à la pensée qu' « un comité électoral puissant et intelligent organisait la ruine du socialisme...»

En vue d'une propagande intense, ce Comité réunit, par souscription, des sommss considérables. Victor Hugo, l'un des premiers, envoya 300 francs au *Journal des Débats* (1).

(1) Voir le nº du 2 avril 1849.

L'arbitaire, pour lui, c'était le gouvernement du général Cavaignac, à qui l'histoire a rendu cette justice, qu'il a sauvé la France !

La lettre de Louis Bonaparte au général Oudinot, à la suite de l'échec du corps expéditionnaire contre Rome et du vote prérappelé de l'Assemblée, fut hautement approuvée par le journal de Victor Hugo, au nom des grands souvenirs militaires de la France.

Son indignation s'exhalait surtout contre Ledru-Rollin, le plus énergique des protestataires de la gauche, qu'il qualifiait de blasphémateur contre « le drapeau que l'Empereur eût embrassé et que le Pape va bénir ! ».

Mêlant la politique à la littérature. Auguste Vacquerie, dans un feuilleton du 14 mai, annonçait comme certaine la réélection de Victor Hugo, inscrit par tous les modérés sur leur liste, non seulement

pour protester contre la prétention des socialistes de représenter par des cordonniers la capitale des lettres, mais aussi parce que, « sans être d'aucun parti, l'illustre écrivain appartient à tous les partis par ce qu'ils ont de bon et de légitime...».

L'*Evénement* publiait cependant, le même jour, un article significatif, qui fut en quelque sorte le prodrome de la rupture finale du poète et de la réaction. Il exprimait en effet l'espoir que le parti de l'ordre, restant uni après comme avant les élections, se préoccuperait tout spécialement des réformes sociales. A défaut de l'adoption d'une semblable politique, l'ère des révolutions, affirmait-il, ne serait pas close.

Sans méconnaître ce que présente de choquant la conversion de Victor Hugo aux opinions les plus avancées, auxquelles nous l'avons vu, comme son journal, faire une guerre implacable, sans adopter, pas plus que M. Edmond Biré, les explications commodes, mais fantaisistes, qu'il en a lui-même

données (1), nous devons à la vérité de déclarer que certaines réserves, formulées dans l'*Evénement*, surtout à partir de cette date, constituent pour le poète des circonstances atténuantes de quelque importance et ne permettent pas de l'accabler du reproche d'apostasie (2).

Les aspirations de l'*Evénement* à une politique réformiste ne l'empêchaient nullement d'ailleurs de tracer le plus effrayant tableau des calamités — nouvelles plaies d'Egypte — qui frapperaient la France, si l'heure du socialisme triomphant sonnait un jour. Le morceau vaut la peine d'être cité ; il se retrouve certainement à plus d'une place dans les strophes fulminantes des *Châtiments !*

« S'il fallait admettre un instant cette hypothèse monstrueuse et honteuse pour l'avenir que ce dernier des partis gouvernera un jour la première des nations, savez-vous

(1) *Actes et Paroles*, introduction. XXVI.
(2) E. Biré. op. cit., t. II, p. 168.

quel spectacle le monde verrait ? D'abord un spectacle effrayant : la mort partout, le pillage partout, le vol et l'assassinat ; pis que 93, pis que la guerre au couteau, le gouvernement du fusil, pis que le gouvernement du fusil, le gouvernement de l'escopette ; toutes les grandes intelligences proscrites ou éteintes ; tous les grands caractères suspectés ou insultés, depuis l'écrivain austère jusqu'au savant paisible, depuis l'homme d'Etat probe jusqu'au publiciste indépendant ; tout ce qui porte un nom, tout ce qui rayonne, tout ce qui honore le pays !... »

Le « parti de l'ordre » avait formé, sous le nom d'*Union électorale*, une vaste association, qui eut à choisir, en un poll auquel prirent part 55,097 votants, les 28 candidats modérés. Victor Hugo obtint la 23e place. Le 13 mai, il était le dixième élu, avec plus de 117,000 suffrages.

CHAPITRE III.

Des Élections de Mai 1849 au Ministère Rouher-de Parieu (31 octobre 1849).

Appréciation des élections par l'*Evénement*: il faut marcher de l'avant. — Le *Tiers-parti*. — L'*Evénement* propose l'entrée de Victor Hugo et de Dufaure au ministère. — Il est peu satisfait du Message présidentiel. — Victor Hugo vote l'état de siège le 13 juin. — Il proteste le 15 juin contre le pillage d'imprimeries par des gardes nationaux réactionnaires. — Vif colloque entre le poète et un droitier trop exalte. — L'évolution démocratique du poète s'accentue, mais lentement. — L'*Evénement*, tout en raillant l'équipée de Ledru-Rollin, oppose Victor Hugo à l'extrême-droite. — Sa nouvelle attitude à l'égard de l'expédition de Rome. — Victor Hugo approuve la loi Falloux le 27 juin 1849. — Première manifestation de la brouille entre Victor Hugo et la droite sur la question de la misère, le 9 juillet. — L'*Evénement* défend Louis-Napoléon contre le *National*. — Il attaque Montalembert à propos de la misère. — Sa

réponse au *Dix Décembre* qui avait reproché à Victor Hugo d'ignorer les souffrances du peuple. — Les élections du 8 juillet. — Avances des journaux de gauche à Victor Hugo. — Quelques votes contradictoires du poète. — Son journal, pendant les vacances, pousse à la création du *Tiers-parti.* — La lettre du Président à Edgar Ney. L'*Evénement* l'approuve pleinement. — Il blâme le *Motu proprio* de Pie IX. — Reprise des séances de l'Assemblée législative, le 1er octobre 1849. — Hésitations de Louis-Napoléon relativement aux affaires de Rome. — Victor Hugo se prononce nettement au sein de la Commission d'examen, contre la direction donnée à cette expédition. — Son dernier dîner à l'Elysée. Louis-Napoléon le félicite de son attitude : le poète se croit futur ministre. — Intrigues des chefs de la droite et revirement du Président. — Victor Hugo va jusqu'au bout. Son discours du 19 octobre le brouille définitivement avec la droite. — Appréciations des journaux. — Témoignage de Granier de Cassagnac. Son erreur : Victor Hugo et le Président ne sont pas encore brouillés.

Le 18 mai, l'*Événement* appréciait les élections de la Seine. Il y voyait une indication favorable à l'adoption d'une poli-

tique de progrès. Il constatait en effet l'échec des candidats modérés qui avaient trop incliné vers la résistance, tels de Falloux et Thiers, et par contre le triomphe d'Odilon Barrot et de Victor Hugo, disposés à marcher de l'avant.

Cette note continue à marquer, selon nous, l'évolution, bien lente encore pour le moment, de Victor Hugo vers la gauche...

Quand au Président, il était, autant que jamais, cher à l'*Evénement* et à son inspirateur, car, le 22 mai, le journal de Victor Hugo se disait heureux de l'accueil enthousiaste fait à Louis-Napoléon par une division de l'armée de Paris passée en revue.

L'échec des républicains, surtout des modérés de la nuance du *National*, avait eu pour conséquence de rapprocher leurs fractions. Cette union fut qualifiée ironiquement du « sainte alliance du *National* et du *Peuple* », par l'*Evénement* du 24 mai.

Dans ce même numéro, l'*Evénement* insistait pour que le parti de l'ordre devînt le parti du progrès.

Il espérait surtout la formation d'un tel groupe parce que, dans sa pensée, Victor Hugo en serait l'un des meneurs.

Presque tous les efforts de l'*Evénement* vont être désormais dirigés vers la constitution d'un *Tiers parti* (1), destiné d'abord à seconder la politique de Louis-Napoléon.

Il était question d'un remaniement ministériel. L'*Evénement* se prononça résolument contre un cabinet Bugeaud-Faucher, et mit en avant les noms de Victor Hugo et de Dufaure « qui personnifient l'ordre accouplé au progrès et l'autorité jointe à la liberté... »

(1) Le *Charivari* s'en gaussait dans son numéro du 27 mai : « La réélection de M. Victor Hugo est un fait de la plus haute importance et qui ne peut manquer d'avoir de grands résultats... Tout nous porte à croire que M. Victor Hugo sera le chef du nouveau cabinet...»

L'élection de Dupin comme président de l'Assemblée législative ne lui plut que médiocrement, car elle indiquait une forte majorité du parti de la résistance, et il redoutait, disait-il, ces majorités trop puissantes « plus redoutables peut-être pour le parti qu'elles défendent que pour celui qu'elles attaquent. »

Il souhaitait d'autre part l'accroissement du parti intermédiaire entre l'extrême-droite et la Montagne, qui s'était compté sur le nom du général Lamoricière (1), et qui comprenait surtout les républicains du *National* : « Nous ne sommes pas suspects, écrivait-il, d'une sympathie bien vive pour les hommes du *National* ; mais si un groupe nombreux pouvait se former au sein de la Législative,

(1) « Ce premier scrutin, dit M. Victor Pierre, *Histoire de la République de 1848*, tome II, p. 148, révéla la distribution et la force des partis. Lamoricière, candidat des républicains modérés, obtint 76 voix, Ledru-Rollin, chef de la Montagne, 182. Une immense majorité, 345 voix, rappela au fauteuil de la présidence... M. Dupin. »

qui représentât largement dans l'idée ce qu'ils représentaient étroitement dans le fait, nous applaudirions des deux mains... »

Bien que Victor Hugo n'eût pas pris place dans le ministère Barrot remanié, l'*Événement* considéra l'entrée de Dufaure comme un indice heureux pour la formation du Tiers-parti.

Le message annuel du Président de la République fut trouvé insuffisant par l'organe de Victor Hugo. Dans le langage quelque peu mystique des écrivains du temps, on lui reprochait de rester silencieux sur la question de la misère, de méconnaître aussi l' « immense secousse » de février, cet avertissement de Dieu aux chefs d'Etat. L'*Événement* constatait aussi que le génie de Napoléon manquait à son neveu, qui avait d'ailleurs « la bonne volonté et l'intelligence bienveillante. »

La meilleure arme contre les utopies des socialistes, disait-il encore à ce propos, ce

serait de réaliser certaines idées justes qu'ils préconisent, telles les banques agricoles et les cités ouvrières.

Et à l'occasion d'une proclamation révolutionnaire adressée par la Montagne à l'Allemagne, au nom de la France :

«... A qui la Montagne, s'écriait l'*Événement*, veut-elle faire peur ? A qui ce groupe d'ambitieux tapageurs et inconnus veut-il en imposer ?...»

L'insurrection du 13 juin éclata. Tandis que Victor Hugo votait l'état de siège (1),

(1) Victor Hugo, dans un bureau de l'Assemblée, trouvait utile au 13 juin 1849 l'état de siège qu'il avait condamné le 26 juin 1848, disait-il, parce qu'il arrivait trop tard et attentait trop à la liberté. C'est ce que constatait Quentin-Bauchart dans ses *Etudes et souvenirs* (I, 268) : «... Le bureau dont je faisais partie me nomma membre de la Commission chargée de l'étude du projet ; je m'y trouvai en compagnie de Victor Hugo et du général Cavaignac. *Si désappointé qu'il fût de n'être pas ministre*, Victor Hugo n'avait pas encore absolument rompu avec le parti de l'ordre. La Commission, à l'unanimité, fut d'avis d'appliquer immédiatement l'état de siège avec ses conséquences nécessaires. .»

son journal condamnait les tentatives de révolte contre le pouvoir exécutif et l'Assemblée législative, approuvait l'énergie de celle-ci et raillait cruellement la Montagne, pour qui sa ridicule défaite serait plus funeste qu'une répression sanglante.

Il recommandait toutefois au parti de l'ordre d'user de sa victoire pour le bien des masses laborieuses.

Voici comment il résumait, le 17 juin, la pensée politique de Victor Hugo :

« Armer l'ordre suivant les exigences du moment, et ne pas lui refuser au besoin une force exceptionnelle qui doit cesser avec les circonstances exceptionnelles, ... protéger à la fois l'autorité contre la licence et la liberté contre l'arbitraire, tel est le double principe qui est au fond de toute la conduite politique de Victor Hugo, et qui devrait être au fond de la conduite de tous les hommes dévoués au progrès et hostiles aux révolutions... »

Victor Hugo avait protesté, le 15 juin, à la tribune de l'Assemblée, contre les voies de fait commises, le jour de l'insurrection, dans des imprimeries de journaux avancés, par des gardes nationaux trop ardents à servir la cause de l' « ordre ». Un grand nombre de ses collègues de droite lui en faisaient, paraît-il, un reproche, tant leur haine du socialisme était profonde. Le *Siècle*, reproduit par l'*Événement*, publiait à ce propos le curieux récit suivant : « M. Victor Hugo racontait lui-même aujourd'hui, dans l'un des groupes qui se formaient çà et là dans les couloirs, une réponse qu'il aurait été amené à faire à l'un de ces modérés excessifs... « Si je rencontrais un tel dans la rue, je lui brûlerais la cervelle, dit celui-ci. — Vous vous calomniez vous-même, répondit M. Victor Hugo ; vous voulez dire que vous feriez usage de votre arme contre lui si vous l'aperceviez sur une barricade. — Non, non ! disait l'autre en insistant, dans la rue, ici-même. — Monsieur, dit le poète

indigné, *vous êtes le même homme qui a tué le général Bréa* (1).» Inutile de dire l'impression profonde que ce mot à causé sur tous les assistants, à l'exception de celui qui venait de provoquer cette réponse foudroyante.»

Nous rejetons, avec M. Edmond Biré, comme nous l'avons déjà dit, l'explication fantaisiste du poète prétendant dater du 13 juin 1849 sa séparation d'avec la droite réactionnaire ; sa rupture avec la majorité ne fut pourtant pas aussi inattendue que M. Biré l'a représentée. Nous l'avons vue se préparer insensiblement ; nous continuerons de constater qu'elle devenait de plus en plus probable. L'espoir avoué de Victor Hugo n'était-il pas de former un parti qui, dégagé de toute arrière-pensée monarchique, fût disposé à pratiquer une politique progressiste, et à porter le poète au pouvoir, d'accord avec le Président ?

(1) Le général Bréa fut assassiné de sang-froid par les insurgés, le 25 juin 1848. Voir M. Victor Pierre, *op. cit.*, I, pp. 410-417.

A cette époque, d'ailleurs, Victor Hugo était encore bien distant des socialistes, que l'*Événement* raillait le 20 juin de s'être sauvés piteusement après avoir appelé le peuple aux armes.

Le 22 juin, le journal du poète approuva la création du Cercle constitutionnel, dirigé par les généraux Bedeau et de Lamoricière, MM. Gustave de Beaumont, Oscar de Lafayette, qui voulait le progrès, et qui entendait se tenir à égale distance de la réaction et du socialisme.

Dans le même numéro, l'*Événement* se plaisait aussi à opposer Victor Hugo à l'extrême-droite. «... Lequel a été le plus habile, demandait-il, de M. Victor Hugo qui a cru que son rôle d'homme modéré lui faisait un devoir de blâmer les violences commises par les modérés, ou de l'extrême-droite, qui a pensé que son rôle de parti modéré lui faisait un devoir de ne pas s'associer à ce blâme?... »

Le 25 juin, il prenait une attitude fort nette, quoique bien tardive, dans la question romaine. Il prétendait, un peu téméraire-ment, que si l'expédition française avait eu pour but avoué le rétablissement du gouvernement exclusif des prêtres, elle eût été répudiée par lui, ajoutant toutefois, comme correctif, que son hostilité au régime clérical ne s'étendait pas à l'autorité tem-porelle du Pape.

Victor Hugo eut l'occasion, le 27 juin, de se prononcer, dans le quatrième bureau de l'Assemblée, sur la question de l'ensei-gnement, soulevée par le dépôt du projet de la loi Falloux. En janvier déjà, lorsque le ministre de l'Instruction publique avait retiré le projet Carnot sur l'instruction pri-maire et proposé la nomination de deux Commissions chargées de préparer des lois d'enseignement primaire et secondaire, Victor Hugo avait voté avec le ministère et la droite contre la gauche avancée, qui deman-

dait que la Constituante votât la loi scolaire, l'une des lois dites organiques.

Le 18 juin, M. de Falloux présentait à l'Assemblée législative le projet élaboré par les deux Commissions extra-parlementaires qu'il avait constituées. Comme le constate M. Debidour dans son ouvrage estimé, *l'Église et l'État en France*, ce projet était, d'ores et déjà, des plus favorables au clergé. La Commission parlementaire chargée de l'examiner, dont Thiers était le président, Beugnot le rapporteur, l'abbé Dupanloup et de Montalembert les membres les plus actifs et les plus ardents, devait l'aggraver encore.

Le quatrième bureau s'était réuni pour nommer un membre distiné à faire partie de la Commission. Victor Hugo exprima sa première opinion sur la loi. Il appuya (1)

(1) Il ne faisait qu'une vague réserve, en disant qu'il surveillait la loi, qui pouvait contenir un péril amené par la rivalité éventuelle de l'Eglise et de l'Université.

le projet qui maintenait, disait-il, l'Etat dans l'école et y introduisait l'Eglise par la porte de la liberté. Il émit l'avis que l'Etat devait imposer à l'Université l'enseignement religieux, et à l'Eglise la foi nationale, car la religion et la nationalité étaient, selon ses expressions, « les deux grands instincts des hommes, les deux grands besoins de l'avenir. »

Il avait posé sa candidature, mais M. de Melun, partisan de la prédominance de l'Eglise dans l'enseignement, fut élu par 20 voix contre 18 données au poète (1).

On le voit, Victor Hugo acceptait alors la loi Falloux qui était pourtant, à peu de chose près, ce qu'elle fut en définitive. Barthélemy Saint-Hilaire, il est vrai, l'ap-

(1) Le *Charivari* du 29 juin publiait une version fantaisiste du discours de Victor Hugo, dont voici la conclusion : «... Porté sur la liste électorale de la rue de Poitiers, entre M. de Montalembert et M. Cousin, j'ai voulu ménager l'Université et l'Eglise et éviter de me prononcer entre ces deux corps dont l'appui n'est pas à dédaigner par un homme politique...»

prouvait également à la même date, tout en désirant certaines modifications peu profondes. En janvier 1850, il la combattit à côté de Victor Hugo. Par contre, Pascal Duprat, un avancé de la première heure, la définissait, dès le mois de juin 1849, « une loi dictée par des rancunes victorieuses. »

L'opinion de Rouher, le futur ministre du Président, puis de l'Empereur, est curieuse à noter : il trouvait que le projet accordait une trop large part au clergé et à son influence, en sacrifiant les intérêts de l'Etat.

Le 9 juillet, devait se produire à l'Assemblée un vif incident qui approfondit considérablement le fossé qui se creusait depuis quelque temps entre le poète et l'extrême-droite. Victor Hugo voulut prononcer un discours pour soutenir la proposition de M. de Melun qui demandait la nomination d'une Commission de trente membres chargée de préparer et d'examiner les lois relatives à la prévoyance et à l'assistance publique. Il prétendit avoir

entendu certains de ses collègues de la droite qualifier le projet de socialisme déguisé. Cette affirmation — qui n'était vraisemblablement, comme le fait observer M. Biré, qu'un artifice oratoire — souleva un violent orage. Les droitiers donnèrent à l'envi des démentis formels à l'orateur maladroit. L'incident eut de graves conséquences. « A partir de ce jour-là, en effet, dit M. Biré, la droite, qui ne l'avait jamais aimé, ne fit plus mystère de l'antipathie qu'elle ressentait à son endroit. »

L'auteur même de la proposition, M. de Melun, constate dans ses *Mémoires* que « de ce jour-là data la rupture éclatante entre le poète et les conservateurs... »

Les journaux de gauche joignirent leur approbation aux applaudissements des représentants de leur parti.

Quant à l'*Événement*, il affirma que l'allusion de Victor Hugo aux répugnances des conservateurs reposait sur un fait exact. Il écrivait, le 10 juillet :

« Celui qui aura l'honneur d'avoir posé cette question, c'est M. de Melun...

« Celui qui aura l'honneur d'avoir écarté et annihilé, dès l'abord, tout de suite, d'une main vaillante, hardie... les pensées secrètes, les résistances occultes, les mauvaises volontés qui n'accueillaient qu'avec défiance et regret la proposition de M. de Melun ; celui qui, sans se soucier de sa position personnelle, aura rendu toute opposition impossible, dessiné nettement la situation, et coupé court à tous les faux-fuyants et à toutes les échappatoires, — c'est M. Victor Hugo.
« L'extrême-droite qui a crié si fort aujourd'hui contre lui, comme le blessé contre le chirurgien, le remerciera un jour. »

Le même jour, d'ailleurs, il relevait vivement une attaque du *National* contre le Président de la République, auquel ce journal avait fait un grief de son titre de prince:
« Vous pouvez, répondait-il à l'organe républicain, être forts sur les articles de la Constitution de 1848, mais vous méconnais-

sez étrangement les *lois éternelles de l'histoire.* Allez ! ne vous croyez pas plus profonds que le suffrage universel, qui, avec sa *divine sagesse* populaire, a choisie *à dessein,* dans une sorte de dynastie démocratique, *un prince,* pour le premier Président de la République... »

Pendant plusieurs jours, le journal du poète polémiqua avec les feuilles conservatrices, l'*Univers* notamment ; il s'indignait de voir Montalembert chercher la solution de la misère dans la seule aumône ; cette opinion, dit-il, « complète la politique du parti clérical, laquelle consiste à tenir le peuple en servitude sous toutes ses formes. »

Le *Dix Décembre*, l'une des feuilles plus ou moins officieuses de Louis - Napoléon, avait reproché à Victor Hugo de n'avoir pas suffisamment étudié la question des classes souffrantes (1). L'*Événement* lui répondit en

(1) « Certainement, écrivait-il, Platon avait tort de bannir les poètes de sa République. Nous ne voulons, nous, les bannir que de la tribune aux harangues.

évoquant les plaidoyers du poète en faveur des humbles et des malheureux :

« Tous ceux qui ont lu... quelques pages seulement de l'œuvre de Victor Hugo, savent que l'amélioration du sort des classes pauvres a été son éternelle et plus chère préoccupation ; ils savent avec quelle patiente sollicitude il s'est toujours incliné vers les malheureux. Comment ! il n'a pas suffisamment étudié son sujet, celui qui a écrit *Claude Gueux*, le *Dernier jour d'un*

« C'est avec douleur que nous constatons l'étrange succès oratoire remporté aujourd'hui par M. Victor Hugo. Il s'est fait, en même temps, énergiquement démentir par la majorité de l'Assemblée, et scandaleusement applaudir par la Montagne. Demain, le *National* fera son apologie ; ce sera le comble ; demain, les républicains de la veille qui ont traîné, vous savez dans quelle boue, cette grande gloire de notre poésie moderne, vont parler de lui autrement qu'avec des rires dédaigneux......

« Le projet a été adopté à l'unanimité. Ce vote est la meilleure réponse aux insinuations lyriques que M. Victor Hugo avait puisées, sans doute, dans la *Presse*, ce cadran politique dont il est l'aiguille, pour parler comme cet autre poète — plus orateur que lui, par exemple, — M. de Lamartine. »

Condamné, Dieu est toujours là ! Donnez, riches ! Regard jeté dans une mansarde, et, dans son œuvre dramatique, *Marie Tudor*, cette apologie de l'ouvrier, *Marion Delorme*, cette réhabilitation de la courtisane, et *Ruy-Blas*, cette réhabilitation du laquais ! »

Les élections partielles de 8 juillet, assez nombreuses par suite de la déchéance des Montagnards compromis dans l'échauffourée du 13 juin, avaient donné la victoire un peu partout aux réactionnaires. L'*Événement* se déclarait satisfait de ce résultat, à condition que le parti de l'ordre s'inspirât des conseils de Victor Hugo relatifs aux classes pauvres, et il annonçait sa volonté de combattre les « absolutistes » avec la même énergie qu'il avait mise à poursuivre les socialistes.

Revenant sur la question romaine, il conseillait l'appel au peuple, convaincu que celui-ci «donnerait raison à la vraie république sur la fausse, à Pie IX sur Mazzini...»

Des bruits d'un changement de ministère couraient. On parlait d'un cabinet Thiers.

« Jamais le moment ne fut plus mal choisi, s'écrie l'*Événement*. Nous sommes à l'heure des réformes, on nous donnerait les hommes des préjugés,... du passé... »

S'adressant au parti catholique, qu'il félicitait d'avoir enfin obtenu « sa part dans le droit sacré d'enseigner et d'instruire », il l'invitait à ne pas tenter de contester à l'Etat le droit de l'assistance publique.

Il insistait, le 17 juillet, sur la nécessité de former le tiers-parti déjà préconisé par lui, juste-milieu « entre cette extrême-gauche où il y a des sans-culottes, et cette extrême droite oú il y a des sans-cœur. »

Les journaux de gauche faisaient maintenant des avances à Victor Hugo. Le *Temps*, par exemple, organe radical alors, tout en blâmant le poète de son passé politique réactionnaire, espérait le voir, conséquent avec ses tendances généreuses, « devenir non seulement un ami, mais un apôtre de la démocratie. »

Il versait aussi un baume sur les blessures faites par la droite à l'amour-propre de l'orateur, en flétrissant l'ostracisme dont Victor Hugo venait d'être frappé, par son exclusion systématique de la Commission de la prévoyance et de l'assistance publique (1).

Toujours dévoué au Président, il traitait assez légèrement une accusation du *National* visant un Coup d'Etat impérialiste :

«... Toutes ces dénonciations de complots, toutes ces craintes au sujet de la durée de la Constitution, toutes ces prévisions d'un retour de la Monarchie ou de l'Empire, nous semblent médiocrement flatteuses pour la République... à qui les républicains de la veille devraient-ils s'en prendre, sinon à eux-mêmes ?... La dénonciation du *National* est une calomnie ou une confession. »

(1) Le *Charivari*, par contre, lui consacrait un article railleur, intitulé *Un proscrit*, que nous donnons en appendice.

Le journal de Victor Hugo n'acceptait plus la qualification d'organe de la majorité, que le *Siècle* lui prêtait encore. Il citait la date du 13 juin comme le point de séparation entre elle et lui. Victor Hugo se souvint sans doute de cet article lorsqu'il donna, dans ses *Actes et Paroles*, la justification de son évolution démocratique.

« Notre unique espoir, écrivait alors l'*Èvénement*, est dans la formation d'un tiers-parti au sein de l'Assemblée... »

Le 25 juillet, dans un parallèle entre la Montagne et l'Extrême-Droite, il se montrait fort dur pour le parti révolutionnaire, en général, et pour le « rhéteur » Ledru-Rollin en particulier. Toutefois, ajoutait-il, cet acte d'accusation ne pouvait servir de blanc-seing au parti réactionnaire.

A l'Assemblée, Victor Hugo oscillait encore entre la gauche et la droite. S'il se joignait à la première pour voter contre l'ordre du jour pur et simple sur les inter-

pellations relatives à l'expédition de Rome, il se ralliait à la majorité dans plusieurs questions assez importantes.

L'Assemblée législative se prorogea du 15 août au 1er octobre. A ce propos, l'*Événement* se livrait à un examen des partis. La Montagne, privée de ses chefs « turbulents et ambitieux », lui semblait susceptible d'adopter une politique raisonnable, en s'unissant á la fraction progressiste de la majorité.

Pendant les vacances, le journal de Victor Hugo ne cessa de pousser à la formation de ce parti intermédiaire qu'il appelait de tous ses vœux. Le groupe des *bleus*, comme il le qualifiait, était destiné, dans sa pensée, à un rôle considérable.

L'*Événement* se faisait des illusions sur la valeur du tiers-parti. Il le voyait déjà constituer, pour la rentrée d'octobre, une imposante fraction capable de décider de la majorité en se portant d'un côté ou de l'autre...

Un événement important devait d'ailleurs exalter ses espérances. Le 7 septembre fut, en effet, une date mémorable pour l'histoire politique de Victor Hugo. Ce jour-là, le *Moniteur* publia la lettre célèbre de Louis-Napoléon à Edgar Ney, son aide-de-camp en mission à Rome. Dans cette lettre, qui portait la date du 18 août, le Président sommait en quelque sorte le Pape d'adopter une politique libérale. Il se trouvait, sur cette question, de parfait accord avec l'*Événement* et son inspirateur. Aussi ce journal prit-il résolument le parti de Louis-Napoléon, applaudissant à sa fermeté et à sa décision, souhaitant voir la majorité se prononcer dans le sens indiqué par la lettre du Président.

Désireux d'être agréable à Louis-Napoléon, il exprimait aussi le vœu de voir la Constitution revisée, aux fins de permettre une rééligibilité indéfinie du chef de l'Etat.

La réponse de Pie IX à la lettre présidentielle, le *motu proprio*, fut profondément regrettée par le journal de Victor Hugo :

« Quoi qu'il advienne pour le présent, écrivait-il le 28 septembre, nous sommes obligés de regarder le *motu proprio* de Pie IX comme l'involontaire abdication à terme incertain du pouvoir temporel de la papauté !... »

L'auteur de ces lignes lisait véritablement dans l'avenir !

L'Assemblée législative reprit ses séances le 1er octobre. L'*Evénement* en était arrivé à trouver le président Dupin trop partial et trop pédant, et à regretter Armand Marrast...

La question romaine allait détacher définitivement Victor Hugo de la droite, sans provoquer, contrairement à son espoir, la formation de ce parti mixte qui, d'accord avec Louis-Napoléon et la gauche, l'eût emporté sur la droite pure et permis à Victor

Hugo d'être ministre. Le Président n'osa rompre avec la majorité. Le poète n'entraîna aucun membre de celle-ci. Son discours libéral et napoléonien n'eut d'autre conséquence que de le rejeter à gauche. Les partisans de Louis-Napoléon ne le suivirent pas, et il devint impossible au Président de l'appeler dans le cabinet du 31 octobre.

Dès la réunion de la Commission chargée d'examiner les affaires de Rome, Victor Hugo avait déclaré désapprouver la direction donnée à l'expédition. La France ne pouvait être allée à Rome, soutenait-il, pour rétablir purement et simplement l'autorité absolue du Pape.

Cette Commission chargea Thiers du rapport. Ce document, fort réactionnaire, qui vantait les mérites du *motu proprio* sans faire la moindre allusion à la lettre du Président, fut vivement attaqué par l'*Evénement*, qui attribua à Victor Hugo le seul

bulletin opposant. Deux Elyséens, Ney de la Moskowa et Casabianca, s'étaient abstenus.

Le 15 octobre, l'*Evénement* reprochait au ministère Barrot son indécision, et lui traçait sa ligne de conduite. Vous deviez, disait-il aux ministres, repousser le rapport de Thiers, demander à l'Assemblée de se prononcer entre le *motu proprio* et la lettre de Louis-Napoléon, et sacrifier de Falloux, votre collègue réactionnaire. Ce que vous perdriez à droite, vous le gagneriez à gauche.

Le Président de la République parut un moment décidé à maintenir la politique exprimée dans sa lettre à Edgar Ney. Victor Hugo dîna le 15 octobre à l'Elysée, tandis que Thiers, Molé, de Broglie, de Montalembert, commensaux habituels de la Présidence et membres de la Commission romaine, étaient absents. Louis-Napoléon, écrivait l'*Événement*, s'entretint longuement avec Victor Hugo et Ney de la Moskowa, félicitant surtout le poète « de l'initiative qu'il avait

prise dans la Commission et de l'appui éloquent qu'il avait donné à la lettre sur les affaires de Rome... »

Victor Hugo, ravi de cette approbation, se crut enfin sur le point de réaliser ses rêves d'ambition politique et se prépara résolument à défendre à la tribune les vues du Président.

Malheureusement pour lui, les deux jours suivants, les intrigues des chefs de la Droite amenèrent sans doute le Président à plier. Aucune des espérances de Victor Hugo ne se réalisa. La première séance fut une désillusion complète. L'*Événement* en était navré. « Tous ceux, écrivait-il le 19 octobre, qui croyaient hier encore que M. le président du conseil monterait à la tribune au commencement de la séance ; qu'obéissent aux inspirations de M. Louis-Napoléon il rejetterait le *motu proprio* comme insuffisant, et renierait la politique ultramontaine de M. Thiers, tous ceux-là se sont trompés.

« Tous ceux qui ont cru légitimement pendant deux jours que M. le Président de la République allait enfin imposer silence à toutes les voix usées du parti rétrograde pour ne plus écouter que la voix du pays, et, par un acte de courage, ressaisir enfin cette popularité qui a fait de lui l'Elu du 10 décembre, tous ceux-là, nous le craignons bien, se sont trompés... »

Victor Hugo ne se découragea pas cependant. Il voulut aller jusqu'au bout et défendit avec une très grande énergie, après le général Cavaignac d'ailleurs, la lettre et la politique présidentielles. Il s'acharna principalement sur le parti clérical et sur le *motu proprio.* Ses attaques, acclamées par la gauche, amenèrent Montalembert à la tribune. A la grande satisfaction de la droite, le grand orateur catholique flétrit ce qu'il appelait la palinodie de l'ancien élu du parti modéré qui avait, disait-il, trouvé son « châtiment » dans les applaudissements de ses adversaires de naguère. Le dernier



Assis par terre

fil qui reliait le poète à la majorité fut dès lors rompu.

Victor Hugo avait déposé l'ordre du jour suivant, qui ne fut pas mis aux voix : « L'Assemblée nationale, adoptant pour le maintien des droits et de la liberté du peuple romain les principes contenus dans la lettre du Président de la République et les dépêches du gouvernement, clôt la discussion. »

La droite tout entière, les Elyséens compris, votèrent les crédits demandés. Victor Hugo seul se joignit aux 167 opposants de la gauche.

Tandis que la presse modérée s'acharnait contre le poète-orateur, les journaux républicains l'exaltaient à l'envi. Le *National*, par exemple, que Victor Hugo avait tant combattu et qui lui avait rendu coup pour coup, fit de son discours un éloge enthousiaste, d'autant plus sincère, disait-il, que « M. Victor Hugo *n'est pas des nôtres*... »

Le *Dix Décembre*, journal élyséen, avait de son côté, approuvé le discours de Victor Hugo et blâmé de son attaque personnelle « le trop catholique M. de Montalembert (qui)... a cru pouvoir, d'un seul coup, anéantir l'effet produit par M. Victor Hugo, en frappant d'une même insulte M. Victor Hugo et la Montagne, qui applaudissait aux idées patriotiques exprimées par ce dernier... »

On avait si bien cru, un moment, à une entente parfaite entre le Président et le poète, que l'*Emancipation*, journal catholique de Bruxelles, se faisait écrire de Paris : « M. Odilon Barrot a dit qu'il était en dissentiment avec M. de Montalembert. Or, le discours de cet orateur est très énergiquement applaudi dans l'*Ordre*, dans le *Constitutionnel*, dans le *Journal des Débats*. Le président du conseil aura voulu faire cette concession, soit au Président de la République, soit à M. Victor Hugo, soit à l'un et à l'autre réunis. L'opinion des personnes les

mieux informées à Paris est que le meilleur accord règne en ce moment entre ces deux personnages, et que M. Victor Hugo a dû avoir communication de la seconde lettre par laquelle le Président annonce à M. Barrot qu'il maintient la lettre du 18 août, sans en démordre d'une syllabe... »

L'*Evénement* du 23 octobre, il est vrai, démentait cette information : « Nous croyons savoir que M. Victor Hugo a constamment refusé de recevoir aucune communication de l'Elysée, afin de conserver toute sa liberté d'action. A la fin de la séance de samedi (1), malgré toutes les instances des amis du Président, M. Victor Hugo n'a pas voulu retirer un ordre du jour motivé dont l'échec lui paraissait sûr, pour ne pas s'associer à la reculade du cabinet. »

Le bruit avait même couru qu'à la suite de son discours, Victor Hugo, appelé à l'Elysée, avait été chargé par Louis-Napoléon

(1) C'était le 20 octobre.

de composer un nouveau cabinet. L'*Evénement* dut encore rectifier cette fausse nouvelle: « Depuis lundi (1), jour où il avait dîné chez le Président, c'est-à-dire trois jours avant la discussion des affaires de Rome, M. Victor Hugo n'a pas mis les pieds à l'Elysée et n'a eu aucun rapport avec M. le Président de la République. »

Nous croyons devoir rapporter ici, à titre documentaire, l'opinion, à notre avis erronée quant au point essentiel, de Granier de Cassagnac sur la rupture entre Victor Hugo et Louis - Napoléon :

« J'ai des raisons personnelles de croire — écrit le célèbre journaliste dans ses *Souvenirs du Second Empire* — que, si au lieu d'arriver à Paris au mois d'avril 1850, j'y étais arrivé au mois de septembre 1849, Victor Hugo aurait été l'un des plus fidèles et des plus grands ministres de l'Empereur.

(1) Le 15 octobre. Ce fut le dernier dîner présidentiel auquel le poète assista.

La rupture entre ces deux éminents esprits eut lieu le 20 octobre 1849. Victor Hugo ne l'avait pas voulue, et l'Empereur la regretta amèrement (1)...

« ... Lors de la formation du cabinet du 20 décembre 1848, présidé par M. Odilon Barrot, il fut question de Victor Hugo pour un portefeuille. Il refusa alors l'ambassade de Naples ; on lui offrit celle de Madrid, qu'il eût probablement acceptée, sans la résistance de quelques amis, mais il resta candidat du Prince pour un ministère supérieur. »

(1) Napoléon III, fouillant un jour dans quelques papiers, mit par hasard la main sur la circulaire adressée par Victor Hugo en mai 1848, aux électeurs de Paris. Il tendit le document à Granier de Cassagnac, qui se trouvait dans son cabinet, et lui dit : Connaissez-vous cela ?... N'est-ce-pas que c'est beau et fier ? Eh bien ! j'ai à me reprocher une grande faute. Victor Hugo se montrait affectueux pour ma personne et rallié à ma cause. Un jour, j'ai été trop exigeant et je l'ai blessé. Un homme de sa valeur eût été une force pour mon gouvernement et eût jeté de l'éclat sur mon règne. » *(Souvenirs du Second Empire).*

« Vint la fatale rupture du 20 octobre 1849.

« Que s'était-il passé ? Le 20 octobre, une discussion importante eut lieu à l'Assemblée, au sujet d'une déclaration du Pape Pie IX, dite *motu proprio*, et réglant les conditions du rétablissement de son autorité souveraine à Rome. Le Prince, par l'organe de ses ministres, prit une attitude modératrice dans le débat ; mais Victor Hugo, sur le concours duquel il avait compté, déconcerta ses plans en prenant une attitude hostile. A leur première rencontre, le Prince ne fut pas maître d'un mécontentement trop vif, et le poète d'un dépit trop marqué.

« Faute d'intermédiaire, la séparation s'accentua, et huit mois après, lorsque mes rapports avec le Prince commencèrent, il était trop tard pour intervenir... »

Tous les documents que nous avons cités, ceux qu'il nous reste à faire connaître concordent pour nous permettre d'affirmer que Granier de Cassagnac se trompe quand il

assigne une date précise à la séparation de Louis-Napoléon et de Victor Hugo. On ne peut pas, croyons-nous, prétendre que, même après l'implicite désaveu de l'orateur par le Président, voire même après son exclusion du cabinet du 31 octobre 1849, Victor Hugo est irréductiblement hostile à Louis-Bonaparte. Ce n'est que dans le courant de 1850 que la scission est complète, les hostilités déclarées.

Entretemps, l'*Evénement* se plaignait avec amertume du parti modéré, qui, s'effaçant devant le parti clérical, se rendait responsable du triomphe des révolutionnaires aux prochaines élections ; il lui reprochait d'être « assez aveugle pour renier tous ceux qui, comme M. Victor Hugo, osent traduire à la tribune leurs propres opinions. »

CHAPITRE IV.

Du Cabinet Rouher-de Parieu à la Rupture définitive entre Victor Hugo et Louis-Napoléon (juillet 1850).

Le ministère Rouher-de Parieu et le Message présidentiel. — L'attitude de l'*Evénement :* il approuve Victor Hugo de n'être pas entré dans ce ministère. — Il regrette l'effacement du Président. — Le groupe parlementaire des amis du Président : Victor Hugo n'en est pas. — Lettre du poète au journal *La Constitution du Loiret.* — Conseils amicaux de son journal à Louis-Napoléon. — Le discours de Victor Hugo, le 15 janvier 1850, entre la loi Falloux, le rapproche de plus en plus de la gauche. — Deux lettres du poète au député sarde Brofferio et au *Nazionale* de Turin. — Une autre lettre à Frédéric Thomas, rédacteur en chef de l'*Electeur du Tarn.* — L'*Evénement* ne croit pas à la possibilité d'un Coup d'État présidentiel. — Victor Hugo obtient de Louis-Napoléon la grâce d'un transporté. — L'*Evénement* appuie les candidats démo-

crates à une élection partielle à Paris. — Victor Hugo combat, dans son bureau, des projets de loi contre la presse et les réunions électorales. — Son journal regrette l'aveuglement de Louis-Napoléon appelant Baroche au ministère. — Il défend la candidature d'Eugène Sue. — Discours de Victor Hugo, le 5 avril, contre la déportation. — Le préfet de police interdit la vente publique du journal. — Election d'Eugène Sue : l'*Evénement* invite le Président à s'appuyer sur la gauche — Discours de Victor Hugo, le 20 mai, contre la loi électorale. — Son duel oratoire avec Montalembert. — L'*Evénement,* poursuivi pour excitation à la guerre civile, et défendu par Billault, est acquitté. — Premiers symptômes du refroidissement entre Louis-Napoléon et les chefs de la droite. — Le banquet offert à Emile de Girardin élu représentant du peuple : Victor Hugo fait l'éloge du célèbre journaliste. — Il attaque, le 9 juillet, la loi contre la presse. — Atteint d'une affection du larynx, il se retire à la campagne. — Rupture définitive avec Louis-Napoléon attestée par divers articles de l'*Evénement*.

Le dénouement de la crise approchait. Le 31 octobre, le Président présentait à l'Assemblée son second ministère. Dans son

message, il expliquait ses raisons de choisir des hommes nouveaux, plus aptes que les précédents, trop irrésolus, à appliquer la politique personnifiée par le nom de Napoléon, qui signifiait au dedans : autorité, ordre, pouvoir religieux, bien-être du peuple, et au dehors dignité nationale.

« Voilà, en résumé, disait l'*Evénement* du 1er novembre, ce message dont on doit peut-être louer la forme résolue, mais dont il faut blâmer en même temps le ton personnel. »

Victor Hugo n'était pas du ministère (1). Depuis le 20 octobre, à la vérité, il ne

(1) Les membres les plus marquants de ce ministère étaient Rouher et de Parieu. Baroche y entra peu après.

Dans le tome deuxième de l'*Empire libéral*, pp. 264 à 266, Emile Ollivier s'exprime comme suit sur l'exclusion de Victor Hugo :

« . . . Le poète avait-il demandé un portefeuille ? Le lui avait-on promis ? Cela importe peu. Le certain est qu'il le désirait avec la même ardeur que sous Louis-Philippe il avait recherché la pairie. Considérons comme

s'attendait plus à être choisi. Sa déception en fut donc atténuée, mais l'*Evénement* n'en fit pas moins très grise mine au cabinet. Le journal du poète approuva sans réserve, en le reproduisant, cet articulet de la *Liberté* :

« M. Victor Hugo était, dit-on, désigné pour entrer, dans le ministère.

« Nous présumons trop de la haute intelligence et de la dignité de l'illustre représentant pour croire qu'il consentirait à compromettre son avenir politique dans un ministère transitoire, sans couleur et sans vitalité ; le beau talent de M. Victor Hugo

heureux que les hommes doués d'une telle puissance de génie daignent parfois être ambitieux. Personne plus que Victor Hugo n'avait le droit de l'être sous un Napoléon... Le Président sentait ce devoir de gratitude ; il comprenait le danger de laisser faire antichambre à une telle ambition, car il savait combien sont longues et retentissantes les vengeances des poètes, combien il en a coûté aux Bourbons d'avoir congédié Chateaubriand et à Louis-Philippe d'avoir dédaigné Lamartine. Aussi avait-il le ferme propos d'appeler dans ses conseils le rapsode de l'épopée napoléonienne. Malheureusement Victor Hugo rendit sa bonne volonté

est réservé pour une combinaison forte qui soit à la hauteur des circonstances. »

Le 4 novembre, l'*Evénement* avait à apprécier la déclaration ministérielle. Il l'appelait une sorte de rétractation du message du Président. Voyant partout l'action de Thiers, il rapportait un bruit d'après lequel « Le soir même où le message a été lu à l'Assemblée, M. Thiers se serait rendu chez le Président et lui aurait déclaré qu'il se perdait s'il s'en tenait à son courageux ultimatum. »

impuissante. Après avoir siégé longtemps sur les bancs de la majorité, voté avec elle l'état de siège, refusé l'amnistie aux insurgés de juin, il venait de s'en séparer à l'occasion d'un effet oratoire manqué . . . Il notifia cette rupture par un discours sur la question romaine dans lequel, gardant encore des égards envers le Prince, il s'attacha à froisser les sentiments les plus vifs de la majorité par des paroles intentionnellement emportées. Dès lors sa nomination eût paru une injure aux conservateurs. D'ailleurs, aucun des ministres si péniblement recrutés n'en voulait pour collègue ; plus ils étaient effacés et lui éclatant, plus il les effrayait. Lamartine repoussé naguère (voir *ibidem*, pp. 169-171) par une opposition semblable, n'en avait conçu aucun courroux, Victor Hugo ne sut

M. d'Hautpoul, ajoutait-il, le chef du nouveau cabinet, a plié comme Odilon Barrot après la lettre à Edgar Ney.

L'*Evénement* déplorait l'effacement de Louis-Napoléon dont il faisait encore pourtant le grand éloge, puisqu'il regrettait de voir étouffer « ses excellentes intentions et ses éminentes qualités . . . »

Il eût suffi, écrivait-il le 5 novembre, il eût suffi d'un acte énergique de Louis-Napoléon, constituant, avant le vote du

pas s'élever à une telle magnanimité. Il avait désiré, il s'était offert, on ne le prenait pas, il ne pardonna pas. En quelques enjambées, dans sa fureur il alla, comme les dieux d'Homère, d'une extrémité à l'autre de l'horizon. Au centre gauche il eût trouvé Thiers, à la gauche modérée Cavaignac, à l'extrême-gauche la place de Ledru-Rollin restait vacante, il y sauta et donna à la démagogie le clairon d'airain qui lui manquait.

En offrant un portefeuille à J.-B. Dumas, Louis-Napoléon lui avait dit : « *Il y a les blancs, les rouges, les bleus ; l'immense majorité est avec les bleus ; si c'est votre opinion, nous pouvons nous entendre.* » Le nouveau cabinet, par haine des rouges, se jeta cependant vers les blancs, au grand scandale des bleus . . . »

20 octobre, un cabinet pris dans les rangs de l'opposition, pour rallier à sa politique les 250 membres gouvernementaux quand même, qui, avec les 200 membres du centre gauche — le journal de Victor Hugo comprenait sans doute dans ce groupe une bonne partie des Montagnards — auraient formé une imposante majorité.

L'*Indépendance belge* avait parlé d'un projet de combinaison ministérielle, en cas de refus de MM. d'Hautpoul, Rouher et consorts, où seraient entrés MM. Dufaure, de la Moskowa, Duclerc, Lamartine, Bixio et Billault. L'*Evénement* confirma cette information, qui eût pu être complétée en ajoutant à ces noms celui de Victor Hugo, tout en faisant remarquer « que la liste dont il s'agit n'a pu être qu'une menace, et pour les nouveaux ministres et pour la majorité . . . »

Des bruits de Coup d'Etat circulaient à nouveau. L'*Evénement* se porta garant de la sagesse du Président.

Il pressait encore, le 19 novembre, Louis-Napoléon de rompre délibérément avec la Droite, qui venait de lui appliquer un « soufflet » en rejetant le traitement proposé en faveur du vice-président de la République, Boulay de la Meurthe, l'ami personnel du prince. « Que le Président se tourne donc du côté de la gauche ! . . . »

Il n'est donc pas possible, à cette date, de représenter — comme le font pour ainsi dire tous les biographes — Victor Hugo comme un adversaire désormais irréconciliable de Louis-Bonaparte. On le considérait encore si bien comme Elyséen que les journaux le citaient au nombre des 84 membres de l'Assemblée qui venaient de constituer un groupe dit des amis du Président. Victor Hugo s'y trouvait, disait-on, en société de quelques gauchers tels que Mauguin et Barthélemy Saint-Hilaire.

L'*Evénement* du 21 novembre avait publié cette information sans la démentir. Toutefois, dès le lendemain, il annonçait qu'elle

état erronée relativement à Victor Hugo. Le poète en effet n'avait consenti jusqu'ici à faire partie d'aucune réunion. Il restait donc encore dans l'expectative, ne désespérant pas d'un retour éventuel de Louis-Napoléon.

Les conservateurs avaient ouvert une souscription pour propager le discours dans lequel Montalembert avait fait l'apologie de la Papauté. La *Constitution*, journal du Loiret, voulut opposer à cette distribution celle du discours de Victor Hugo, dont trois mille exemplaires furent répandus dans le département. Le poète remercia la feuille démocratique par une lettre, datée du 12 novembre, et qui ne figure pas dans les deux volumes parus de sa *Correspondance* :

« Monsieur,

« Vous avez fait beaucoup d'honneur à ces quelques paroles inspirées par le double amour de la France et de l'Italie. Quelle que soit la diversité des nuances politiques, tous les cœurs généreux se rencontrent là où il

faut défendre les libertés opprimées et les nationalités bâillonnées. Quant à moi, je ne ferai jamais défaut à ce devoir, et si le ciel me prête vie, je serai de ceux qui feront reculer les despotismes et les tyrannies. Nous autres pauvres hommes, comme individus, nous ne sommes rien ; mais, quand nous prenons en main une idée éternelle, nous pouvons tout. »

L'appel que l'*Evénement* adressait à Louis-Napoléon, le 26 novembre, prouvait encore que le poète et son journal ne se croyaient pas définitivement repoussés par le Chef de l'Etat.

« Quand donc enfin M. le Président de la République, l'homme qui a le double honneur de gouverner la France et de s'appeler Napoléon, comprendra-t-il qu'il joue... un rôle indigne de lui ?

« . . . Le temps se passe. L'anniversaire du 10 décembre approche. En un an, l'Elu de six millions de suffrages, le porteur du

plus grand nom des temps modernes, le premier magistrat de la France, n'a pas su doter la France ni d'une idée, ni d'une conquête pacifique !

« . . . Il n'a su tirer de ce pays si riche en intelligences . . . que des hommes médiocres . . .

« . . . Nous ne disons pas cela pour faire au Président de la République une guerre qui est loin de notre pensée... (nous voudrions) enhardir le chef d'Etat dans la voie des actes énergiquement démocratiques . . . »

Et c'était en qualité d' « ami » du Président que l'*Evénement* déplorait, le 1er décembre, de voir Louis-Napoléon si mal « préparer une réélection d'enthousiasme en 1852 », qui aurait beau être illégale, car, se demandait le journal de Victor Hugo, « quel est le pouvoir qui ferait casser l'arrêt du suffrage universel ? »

Si le Président voulait . . . combien ses chances de réélection seraient grandes !

s'écriait de nouveau l'*Evénement* du 3 décembre. Si Louis Bonaparte se conduisait d'après nos désirs, nous dirions bien volontiers que l'obstacle constitutionnel ne peut empêcher le peuple souverain de maintenir au pouvoir le Président docile aux conseils de Victor Hugo.

Tel était le sens de cet article, où, comme en tant d'autres, l'auteur du Coup d'Etat eût pu trouver une justification « avant la lettre. »

L'*Evénement*, il est vrai, se désolait de ne voir aucun de ses rêves s'accomplir.

L'anniversaire du 10 décembre lui inspirait de nouveaux regrets. Mais sa confiance n'était pas épuisée. Il espérait que le Président s'apercevrait bientôt que, ne pouvant être un Napoléon 1er, il saurait jouer à temps le rôle de Louis XIV, et choisir de meilleurs conseillers.

Le culte du premier Napoléon survivait à toutes les déceptions dans le cœur de Victor Hugo et de ses collaborateurs.

L'*Evénement*, déplorant la mesquinerie qui avait présidé à l'érection du tombeau de l'Empereur, s'écriait, le 26 décembre : « ... On avait la bonne fortune, qui ne se retrouvera pas peut-être avant mille ans, d'une gloire universelle, magnifique prétexte d'architecture. Qui n'aurait pas été heureux de contribuer à la tombe du demi-dieu en qui la France s'est personnifiée pendant quinze ans, et sous la figure de qui le monde la connaît ?

« Comprend-on ce qu'aurait dû être le monument de Napoléon ? Un énorme entassement de pierre et de gloire, l'œuvre collective de tous les sculpteurs et de tous les peintres, la somme de l'art de notre temps, la cîme souveraine de Paris, la Mecque où l'adoration unanime serait venue s'agenouiller de tous les coins du monde et de l'univers ! . . . »

La grosse question de la loi de l'enseignement se débattit pendant le mois de janvier 1850. Victor Hugo, brûlant ici ce qu'il

avait en somme adoré naguère (1), se rapprocha de plus en plus de la gauche, dont les deux fractions, d'ailleurs, se groupèrent étroitement pour résister à la coalition clérico-gouvernementale.

Comme préface à la loi Falloux, des mesures sévères furent décrétées contre les instituteurs, qui s'étaient faits un peu partout les agents du républicanisme avancé, voire même du socialisme. L'*Evénement* du 12 janvier reprocha ces rigueurs au gouvernement, tout en reconnaissant que certains instituteurs allaient trop loin. Cependant, selon lui, le remède n'était pas dans la compression, mais dans l'amélioration du sort des maîtres d'école.

Il criait une fois de plus à la majorité : « Vous, des hommes d'ordre ? Allons donc ! Vous n'êtes que des rouges involontaires ! »

Le 15 janvier, Victor Hugo occupa longuement la tribune.

(1) Voyez pp. 62-65.

Il commença son discours en faisant connaître son idéal en matière d'enseignement: l'obligation pour l'instruction primaire, la gratuité pour tous les degrés scolaires. Il proclama, pour la première fois, le *droit de l'enfant*, « plus sacré que le droit du père ».

Cet enseignement obligatoire et gratuit devait être organisé par l'Etat ; à côté de lui s'établirait un enseignement libre absolu « pour les instituteurs privés... pour les corporations religieuses... », dont l'orateur ne s'effrayait pas.

Cet idéal — il le reconnaissait — n'était pas possible encore. Il continuait cependant d'admettre la liberté d'enseignement, mais à une condition, la surveillance de l'Etat, qui devait être exclusivement laïque. Aussi le poète repoussait-il du conseil supérieur de surveillance les évêques et leurs délégués.

Voilà ce qu'il voulait.

Ce qu'il ne pouvait accepter, c'était la loi telle qu'elle était présentée, parce qu'elle

devenait une arme dangereuse dans la main du parti clérical. Après avoir refait la distinction entre le cléricalisme et le catholicisme, il affirma hautement la nécessité de l'enseignement religieux et de la croyance à une autre vie. Il voulait, disait-il, faire lever les têtes vers le ciel. La droite, entraînée, applaudit à ce passage.

Mais la scène changea lorsque l'orateur reprocha à la loi de ne pas établir un enseignement religieux sincère, mais celui, hypocrite, d'un parti. Il n'entendait pas confier l'avenir de la France à ce parti clérical, parasite de l'Eglise, ennemi du Christ, qui n'avait cessé de vouloir comprimer le progrès, et dont il résumait les méfaits en l'accusant d'avoir toujours tenté de « mettre un bâillon à l'esprit humain. »

Les colères de la droite poursuivirent surtout l'orateur lorsqu'il montra la profonde décadence de l'Italie et de l'Espagne soumises au joug clérical.

Les murmures et les cris couvrirent sa voix. Pendant une accalmie, il demanda assez naïvement à ses interrupteurs s'il leur était devenu suspect leur rappelant, avec insistance, comme pour marquer ce qui le distinguait de la Montagne, les services qu'il avait rendus à l'ordre et à la liberté.

Il termina en adjurant la droite de ne pas déchaîner de terribles révolutions, en rêvant d'immobiliser l'esprit humain.

Ce langage sépara de plus en plus le poète de ses anciens collègues (1).

L'*Indépendance belge* du 21 janvier 1850 publiait une lettre de son correspondant de Paris, dans laquelle nous avons relevé le curieux passage suivant : «... Vendredi dernier — c'était le 18 janvier —, eut lieu chez le Président de la République un grand dîner ; M. de Montalembert et un certain nombre de membres de la majorité, plus quelques membres du tiers-parti, étaient du nombre des conviés ; après le dîner, l'illustre orateur s'approcha du Président et lui demanda son avis sur le discours de Victor Hugo, qu'il qualifia en même temps d'une façon peu... catholique. — *Votre avis n'est pas le mien*, répondit flegmatiquement le Président, *je ne hais pas ce qu'a dit M. Hugo...*»

La gauche, par contre, souscrivit en masse pour une édition populaire de ce discours, qui fut tiré à cent mille exemplaires.

Et pourtant Victor Hugo ne se considère pas encore comme un avancé, puisque, le 3 février 1850, l'*Evénement*, à propos d'un vote par lequel l'Assemblée avait repoussé un amendement dirigé contre l'initiative parlementaire, vote qu'il qualifie de véritable événement politique, — croit devoir noter les noms des *conservateurs* qui se sont joint à l'opposition. Il y comprend Victor Hugo, avec Lamoricière, de Lafayette, Victor Lefranc, le général Bedeau — et beaucoup d'Elyséens.

Le 8 février 1850, Victor Hugo adressa la lettre suivante au député sarde Brofferio, qui l'avait publiquement comblé d'éloges :

« Vous avez voulu que le parlement d'Italie fît écho à l'Assemblée de France. Du haut de cette tribune de Turin, qui est l'espoir de la liberté et de l'indépendance italienne,

vous m'avez adressé de nobles et éloquentes paroles. Votre voix a été au fond de mon cœur. J'ai besoin de vous le dire. L'Italie peut compter sur moi comme elle compte sur vous. Je me regarde comme le plus humble de ses fils, et je viens serrer la main à vous, qui êtes l'un des plus glorieux.

« Ayez foi dans la France ; la France et l'Italie ont un passé commun : la gloire ; et un avenir commun : la liberté !

« Recevez, Monsieur, l'assurance de ma haute et fraternelle considération.

« Paris 8 février 1850. »

M. Brofferio répondit au poète, lui rendant grâces d'avoir réconcilié la France et l'Italie, désunies par le parti conservateur.

« L'Italie, du haut du Capitole, déchirée et sanglante, a maudit la France. Votre voix à réparé bien des torts, a fait renaître bien des espérances, et les deux nations, sous vos auspices, se sont embrassées encore une fois et lèvent les yeux vers un meilleur avenir. »

Le *Nazionale* avait reproduit le discours de Victor Hugo sur la loi Falloux ; le poète l'en remercia au nom de la démocratie :

« A la rédaction du *Nazionale* de Turin :

« Messieurs,

« Je vous remercie de la reproduction de mon discours. Je vous en remercie non pour moi, mais pour la grande cause que nous défendons en commun. Vous avez voulu que ce que j'avais dit pour la France fût dit aussi pour l'Italie. Rien ne pouvait me toucher plus vivement. Je confonds la France et l'Italie dans le même amour filial. Je dis plus, Messieurs, dans cette vieille Europe, que le souffle d'en haut renouvelle à cette heure, tous les hommes qui veulent le progrès de l'intelligence ont la même patrie, et tous ceux qui veulent la liberté ont la même âme.

« Permettez-moi de vous écrire comme à des compatriotes, comme à des frères, et

de vous envoyer à travers nos luttes un cordial serrement de main.

« Paris, 8 février 1850.

« Victor Hugo. »

Le rédacteur en chef de l'*Electeur du Tarn*, M. Frédéric Thomas, reçut aussi de Victor Hugo, dont il avait fait l'éloge, une lettre (1), par laquelle, en termes chaleureux mais vagues, le poète affirmait ses aspirations démocratiques et humanitaires :

« A M. Frédéric Thomas, rédacteur en chef de l'*Électeur du Tarn*.

« Je ne saurais vous dire combien j'ai été touché des nobles et sympathiques lignes que vous avez bien voulu écrire à mon sujet dans l'*Électeur du Tarn*.

« Le souvenir que vous évoquez de nos anciennes et confraternelles relations m'est précieux et cher comme à vous. Nous sommes depuis longtemps, et je suis heu-

(1) Elle n'est pas dans la *Correspondance*.

reux que vous vous en souveniez, apôtres de la même idée et soldats du même drapeau. Le but que vous poursuivez de tout votre talent et de tout votre cœur, est aussi mon but. Je veux, comme vous le savez, le peuple libre, la France grande, le genre humain meilleur.

« Je veux le plein épanouissement des grandes destinées promises à notre siècle et à notre pays. Je me sens fier de m'appuyer sur des hommes tels que vous. Ayons foi et courage. Nous livrons une de ces batailles qui sont les combats des hommes et les victoires de Dieu. Le dénoûment n'est pas douteux, nous marchons dans le sens de l'avenir.

« Croyez, etc.

« Paris, 5 février 1850. »

Un journal venait d'être créé : le *Napoléon*; on le disait l'interprète des idées du Président de la République. On allait plus loin : on assurait, à la tribune même de l'Assem-

blée, que Louis-Napoléon en était le rédacteur en chef et qu'il était l'auteur d'un article très grave, par lequel la majorité conservatrice se voyait reprocher d'entraver systématiquement « l'action féconde » du pouvoir exécutif.

Répondant à l'*Ordre*, organe conservateur, qui avait affirmé la nouvelle et qui considérait comme possible une tentative de Coup d'Etat, l'*Evénement* déclarait invraisemblable toute velléité de l'espèce. « M. le Président de la République, écrivait-il, ... depuis le 10 décembre, n'a rien fait pour contenter le pays. » Il ne peut invoquer, comme titres à l'Empire, que « l'expédition d'Italie, le rétablissement de l'impôt des boissons, la loi contre la presse, la loi contre la liberté d'enseignement ! »

Que pourrait donc craindre la République ?

En dépit de ces récriminations, les bonnes relations entre Victor Hugo et Louis-Napoléon n'avaient pas cessé, puisque, à la demande

déposées. Victor Hugo prit la parole, les 22 et 24 mars, dans son bureau contre ces projets.

Ce fut sur ces entrefaites que Vidal, élu à la fois à Paris et à Strasbourg opta pour cette dernière circonscription, et que Louis-Napoléon, dédaignant les appels de l'*Evénement*, remplaça comme ministre de l'Intérieur Ferdinand Barrot par Baroche, un réactionnaire par un réactionnaire plus prononcé encore. L'*Evénement* préconisa, pour relever ce défi, la candidature d'Emile de Girardin à Paris ; il défendit, comme Victor Hugo, le célèbre journaliste contre l'accusation d'apostasie (1). Si, en 1848, ces hommes politiques avaient fait de l'opposition, c'était à une république oppressive, devenue depuis régulière et légitime.

(1) On peut voir à ce propos une curieuse brochure intitulée : *Guerre à l'Apostasie ! M. Emile de Girardin peint par lui-même* (Paris, 1850). Le fondateur de la *Presse* y est fort malmené.

Emile de Girardin ne fut pas choisi comme candidat pour l'élection de Paris : toutefois l'*Événement* se rallia sans hésitation à la candidature d'Eugène Sue, qu'il appelait le pendant inférieur de Victor Hugo, de Lamennais et de Béranger.

Et le *Siècle* ayant déclaré qu'il abandonnait Eugène Sue à cause de son manifeste aux *démocrates - socialistes*, l'*Evénement* lui reprocha de s'effaroucher d'un mot. Nous, dit-il, qui ne sommes ni socialistes comme Proudhon, ni même républicains à la façon du *Siècle*, nous acceptons pourtant la candidature *socialiste* de l'auteur des *Mystères de Paris*.

Le 5 avril, Victor Hugo prononça un grand discours contre la loi sur la déportation, qui ajoutait l'emprisonnement à l'exil.

Après avoir glorifié la révolution de février d'avoir aboli la peine capitale en matière politique, prélude nécessaire et logique de la suppression pure et simple de la peine

de mort, il protesta, éloquemment, contre la pensée inspiratrice de la loi nouvelle, qui rétablissait indirectement la peine de mort pour les condamnés politiques. Il y voyait même une aggravation, car, disait-il, « on combine le climat, l'exil et la prison », on créait trois bourreaux au lieu d'un. Traçant un pathétique tableau des tortures réservées par le projet au condamné politique « ce criminel selon les uns, ce héros selon les autres...», il adressait un pressant appel aux hommes religieux de l'Assemblée, au nom du Christ, pour protester avec lui.

Il provoqua une vive agitation, en invitant la majorité à songer aux éventualités de l'avenir: « Vous ne savez pas vous-mêmes, s'écria-t-il au milieu des interruptions, ce qu'à un jour donné, ce que, dans des circonstances possibles, votre propre loi fera de vous ! »

Il terminait en conjurant les hommes généreux de tous les partis de s'unir pour rejeter un pareil projet et pour voter des

lois sociales, bases de la société nouvelle qui devait naître, si possible, sans tuer sa mère, l'ancienne société.

Ce fut à cette époque que le préfet de police Carlier interdit la vente publique de l'*Evénement*, mesure qui, d'ailleurs, ne contribua pas peu au développement du journal (1). La *Presse*, condamnant cet « ukase », s'éton-

(1) La vogue de l'*Evénement* était si grande, dit Gustave Claudin dans ses *Souvenirs* (p. 164), « qu'on était obligé de poser des barrières dans lesquelles les acheteurs qui se présentaient devaient faire queue comme à la porte des théatres. »

Voici, d'autre part, un témoignage tout à fait contemporain, que nous avons trouvé dans le n° du 24 mai 1850 d'un journal fort intéressant, l'*Europe monarchique* : « Hier, le journal l'*Evénement*, quoique prohibé par la police, a été tiré à 45.000 exemplaires. La vente de l'édition du soir a duré, dans la cour du journal, depuis 8 heures jusqu'à une heure du matin. Les vendeurs avaient dû se retirer dans un bureau intérieur, d'où ils opéraient leur distribution par les fenêtres, en donnant les numéros par dizaines qu'on partageait sur place. Plus d'une fois la vente a dû être suspendue, les presses du journal ne pouvant suffire à la demande, bien que leur tirage s'élevât à 4.500 par heure et par presse. »

nait de voir persécuter l'organe qui avait tant contribué à l'élection de Louis-Napoléon, et qui occupait « parmi les journaux la place qu'occupe Victor Hugo entre l'opposition, dont il ne partage pas les passions, et la majorité, dont il ne partage pas les terreurs . . . »

Le 29 avril, Eugène Sue fut élu représentant du peuple. Cette nomination produisit une vive sensation. Le journal de Victor Hugo fit un nouvel appel au Président. Nous avons cru en vous, disait-il, nous ne nous lasserons pas de vous avertir, mais il n'y a plus une minute à perdre. « Dissolvez votre ministère, retirez la loi de déportation, la loi sur les maires (1), la loi sur la presse,

(1) Ce projet de loi, qui conférait au Gouvernement la nomination directe des maires, dans les villes même au-dessous de 6.000 âmes, ne plut d'ailleurs pas à l'Assemblée qui refuse de le mettre à l'ordre du jour. « Il est impossible, s'était écrié un membre de la droite, M. de la Rochejaquelein, que nous laissions arracher l'une après l'autre toutes les libertés du pays ! »

la loi sur les réunions électorales. Faites préparer sur le champ des lois d'assistance, de réforme et d'organisation.

« Passez enfin, loyal transfuge, sans réserve et sans arrière-pensée, du côté de la liberté. »

Les élections démocratiques du département de Saône et Loire avaient été annulées : au nouveau scrutin, les démocrates - socialistes furent encore vainqueurs ; la nuance de certains élus était même accentuée. C'est ce que constatait l'*Evénement* du 6 mai, qui montrait que les réactionnaires, en s'efforçant d'écarter des hommes modérés tels que Victor Hugo et Jules Favre, faisaient arriver des émules de Barbès et de Blanqui.

La distinction entre Victor Hugo et les socialistes était donc encore nettement marquée à cette date.

L'élection d'Eugène Sue à Paris, la réélection des démocrates-socialistes en Saô-

ne et Loire avaient effrayé en même temps qu'exaspéré les conservateurs. Aussi les chefs de la droite résolurent de frapper de déchéance électorale les citoyens suspects de socialisme, la « vile multitude (1) », selon l'expression malheureuse de Thiers, en imposant trois ans de résidence.

L'évolution démocratique de Victor Hugo fut encore précipitée par l'attitude de la majorité. Le 20 mai, ce fut au tour du

(1) Voici quatre vers d'une chanson patoise intitulée *Coucarrous et Cassibrailha*, que « la vile multitude » chantait, à cette époque, dans tout le midi :

Frayres ! l'amour calma é recouncilia,
E l'amour soul és dins votre sicat :
Hugo nous sâcra, e Thiers nous humilia,
Mais lou boun drech séra nostre avoucat.

Notre ami Jules Troubat, le dernier secrétaire de Sainte-Beuve, qui est un méridional, a bien voulu nous les traduire :

Gueux et Canaille,
Frères ! l'amour calme et réconcilie,
Et l'amour seul est dans votre pensée ;
Hugo nous sacre et Thiers nous humilie,
Mais le bon droit sera notre avocat.

poète d'attaquer la loi électorale (1). Il se montra plus agressif que jamais.

Il commença son discours par un éloge éclatant de la révolution de février, qui avait réalisé deux pensées admirables : l'abolition de la peine de mort en matière politique et la participation de tous les citoyens au gouvernement.

Il montrait, en une image saisissante, le suffrage universel donnant au plus humble prolétaire la sensation de l'égalité, le vif sentiment de sa dignité accrue :

« Il y a un jour dans l'année où le gagne-pain, le journalier, le manœuvre, l'homme

(1) Alexandre Dumas, qui avait suivi son illustre ami dans son évolution démocratique, l'avait adjuré, le 9 mai, par une longue lettre, de prendre la parole. « Vous êtes là-bas le représentant de l'intelligence universelle », lui disait-il. Vous devez protester au nom de ce peuple « sage dans sa force, patient dans sa légalité », dont le règne est inévitable. Toutes les révolutions qui se sont succédées depuis 1789 ne montrent-elles pas la volonté de Dieu de « prouver à la France qu'elle était arrivée à la fin de son ère monarchique, et que toute monarchie nouvelle était impossible ? »

qui traîne des fardeaux, l'homme qui casse des pierres au bord des routes, juge le sénat prend dans sa main, durcie par le travail, les ministres, les représentants, le Président de la République et dit : La puissance, c'est moi ! »

Oubliant les journées de mai et de juin 1848, il déclarait que le vote universel rendait les révolutions inutiles et sans excuse.

Proposer de le mutiler, c'était, en quelque sorte, rétablir le droit d'insurrection, et déchirer le traité de paix et de fraternité signé entre le riche et le prolétaire.

Et pourquoi cette violation du pacte par la majorité ? Parce que le peuple, osant avoir une volonté, avait voté contre elle.

Cette loi, qui aurait exclu Voltaire, était l'œuvre de ce parti clérical, dont on retrouvait partout la main criminelle et perfide. C'est Escobar, s'écriait l'orateur, qui l'a baptisée !

D'ailleurs, disait Victor Hugo à la droite, vous aurez beau mutiler le corps électoral, vous ne ferez disparaître, aux yeux du pays, ni vos fautes ni votre incapacité. Vous n'enlèverez pas à la conscience du dernier des misérables le sentiment du droit. « Vous arracheriez plutôt l'écueil du fond de la mer que le droit du cœur du peuple ! »

« En quittant la tribune, dit M. E. Biré (1), Victor Hugo s'arrêta au bas de l'escalier de de gauche. Les membres de la Montagne descendirent de leurs places et défilèrent devant lui. »

L'intervention de Victor Hugo amena Montalembert à la tribune. Il fut impitoyable pour son adversaire, auquel il rappela « les antécédents de sa vie, toutes les causes qu'il a chantées, toutes les causes qu'il a flattées, toutes les causes qu'il a reniées. »

Le poète était absent. Montalembert l'avait aussi accusé de se dérober, comme au

(1) Op. cit, t. II, p. 200.

19 octobre 1849. Le lendemain, Victor Hugo ramassa le gant. Il montra qu'il avait tenu à honorer publiquement et hautement les causes qu'on lui reprochait d'avoir désertées. Il défia ses adversaires de trouver la moindre contradiction dans sa vie politique, depuis qu'il était parvenu à l'âge de l'homme. Prétention quelque peu téméraire, il faut bien l'avouer.

La réplique de Montalembert suivit immédiatement. Ce fut en vérité, comme le constate M. Biré, une lutte épique, de laquelle Victor Hugo sortit profondément atteint.

L'*Evénement* consacra de nombreux articles, parfois très montés de ton, à justifier les actes publics de son inspirateur.

Le 29 mai, il comparaît le rôle de Victor Hugo sous la présidence de Louis-Napoléon à celui de Chateaubriand sous la Restauration, de Lamartine sous la monarchie de Juillet.

Il prenait aussi, le lendemain, le parti de Napoléon Bonaparte, cousin du Président, contradicteur de Thiers qui avait attribué à la « vile multitude » l'attentat commis en 1814 contre la Colonne Vendôme par de grands seigneurs royalistes.

Peu après, le 8 juin, l'*Evénement*, poursuivi pour excitation à la guerre civile, fut acquitté. Il avait été défendu par Billault, le futur ministre de Napoléon III. L'habile avocat, qui était alors de l'opposition de bon ton, du tiers-parti, représenta l' *Evénement* comme un journal modéré, prêtant toujours son aide au parti de l'ordre et de la liberté, «... Vous devez y regarder à deux fois, disait-il dans sa péroraison, avant de condamner un journal qui veut marcher à la suite du pays, et *combattre tous les fauteurs de guerre civile, qui se trouvent partout aux extrêmes, mais qui ne sont pas dans le milieu où il s'est placé.* »

Les premiers symptômes de refroidissement entre Louis Bonaparte et les Burgraves

se manifestaient depuis quelque temps. La tutelle du général Changarnier et des chefs de la droite commençait à peser au Président. Aussi Victor Hugo et son groupe se reprenaient-ils à espérer. Il n'est pas possible, déclarait l'*Evénement* le 25 juin, que le Président, « cette intelligence et ce nom », ne secoue pas le joug réactionnaire : il a toujours d'excellentes intentions : pourquoi faut-il que ses intentions soient en contradiction avec ses actes ?

Le *Journal des Débats* publia, le 16 juin, un long article sur la vie politique de Victor Hugo. L'*Evénement* le reproduisit avec empressement, parce qu'il en ressortait que le poète était un démocrate, un socialiste même depuis plus de vingt ans (1).

L'*Evénement* n'admettait pourtant pas que Victor Hugo fût assimilé aux Montagnards : « Qu'importe, écrivait-il, que M. Victor Hugo ait payé de sa personne en juin 1848 et se

(1) Voir cet article à l'*Appendice*.

soit entremis pendant trois jours entre la société et l'émeute ? Tous les journaux de droite diront : c'est un Montagnard...»

Le *Constitutionnel* avait implicitement préconisé l'Empire. L'*Evénement* lui répondit :

« Pour fonder l'empire, encore faudrait-il l'empereur.

Et l'empereur n'existe pas. »

Emile de Girardin venait d'être, enfin, élu représentant du Bas-Rhin. Victor Hugo assista, le 30 juin, au banquet offert par la *Presse* à son rédacteur en chef et prononça un vibrant éloge du célèbre journaliste, il félicita l'Assemblée nationale d'avoir fait une recrue de cette importance, et la patriotique Alsace de sa constance à nommer des démocrates ; il prit l'engagement, devant cette réunion de typographes et de journalistes, de combattre avec la dernière vigueur le projet de la loi contre la presse.

Ce projet élevait le cautionnement, imposait le timbre — supprimé depuis le

24 février 1848 — aux écrits même non périodiques, atteignant ainsi les œuvres de propagande, et exigeait la signature pour les articles de politique, d'économie sociale, de discussion personnelle.

Des lois de réaction, ce fut celle qui rencontra la plus forte opposition ; elle ne fut adoptée que par 386 voix contre 256.

Victor Hugo tint son engagement, le 9 juillet, avec d'autant plus d'ardeur que la loi s'attaquait à la liberté d'expression de la pensée, dont il s'était, en toutes circonstances, constitué l'irréductible champion.

Il montra la solidarité des trois principes essentiels à toute démocratie : la souveraineté du peuple, le suffrage universel et la liberté de la presse.

Le gouvernement, disait-il, dont le but était la ruine de la souveraineté populaire, avait déjà réalisé une partie de son œuvre néfaste en mutilant le suffrage universel ; il voulait compléter son attentat en tuant

la liberté de la presse, envers laquelle les armes légales ne lui manquaient pas cependant.

Comment parler avec sang froid, s'écriait l'orateur, de cette loi qui, matériellement, ruinait la librairie française au profit de la contrefaçon belge, et dont le fond était la haine de l'intelligence ?

Après avoir rendu un solennel hommage, au point de vue de la liberté d'opinion, aux Etats-Unis, à l'Angleterre, à la Belgique, il évoquait la fameuse *loi de justice et d'amour*, dirigée contre la presse sous la Restauration et qui pouvait passer pour un monument d'équité, comparée au projet actuel.

Victor Hugo adressa ensuite aux ministres un suprême avertissement ; il exprima sa confiance dans la clairvoyance et le patriotisme des membres modérés de l'Assemblée,

qui, en deux circonstances (1), avaient repoussé des mesures par trop réactionnaires, et reprit à partie, avec passion, le cléricalisme et M. de Montalembert. Cette attaque personnelle déchaîna un violent orage, qui fut malaisément apaisé.

Le poète, bravant les colères de la droite, tint à dire toute sa pensée sur ce qu'il appelait « le parti d'absolutisme, d'immobilité, d'imbécillité, de silence, de ténèbres, d'abrutissement monacal », et il le défia superbement, en Europe comme en France, de venir à bout de l'esprit humain.

Son discours fut haché de cent-douze interruptions, plus agressives les unes que les autres, et qui justifiaient son appréciation de la bravoure de la tribune « plus difficile et plus rare que la bravoure des champs

(1) Une majorité s'était formée pour repousser l'emprisonnement dans une citadelle et la rétroactivité en matière de déportation, ainsi que la loi sur les maires (cf. p. 118).

de bataille (1) ». — « Envoyez-le à Bicêtre ! » s'écriait un énergumène ; — « Et dire que tout cela coûtera 25 francs à la France ! » vociférait un droitier anonyme.

Atteint d'une laryngite, le poète dut demander un congé : il quitta l'Assemblée dès qu'il eut voté contre la loi, et partit pour la campagne.

A partir de ce moment, on peut affirmer que tout lien est brisé entre Victor Hugo et Louis-Napoléon. Jusqu'ici, le poète et son organe avaient conservé l'espoir d'un rapprochement, par une conversion démocratique du Président. Mais si Louis-Napoléon commençait à séparer sa cause de celle de la majorité de l'Assemblée, ce n'était nullement pour aller à la Montagne, voire même à la gauche modérée : il se disait que son nom lui suffisait à rallier l'opinion publique, et il se préparait à une campagne toute personnelle.

(1) Paroles prononcées au banquet de la *Presse*.

Divers articles de l'*Evénement* lui signifièrent l'irrémédiable rupture.

Le *Pouvoir*, l'ancien *Dix Décembre*, un des organes du Président, avait accusé les inspirateurs de l'*Evénement* de dîner à l'Elysée plus souvent que ses propres rédacteurs.

Le journal de Victor Hugo répliqua que rien n'était moins exact. Depuis dix-huit mois, il avait rompu avec l'Elysée, Louis-Napoléon n'ayant pas réalisé la politique nationale et populaire qui lui avait valu l'énergique appui de l'*Evénement*.

Depuis dix-huit mois, c'était beaucoup dire, on a pu le constater.

CHAPITRE V.

De la Rupture définitive entre le Poète et le Président au Coup d'État du deux Décembre 1851.

Le second anniversaire de l'*Evénement.* — Une lettre de Victor Hugo à Paul Meurice. — Piquantes railleries contre le Président. — Nouvelle apologie du suffrage universel. — La signature des articles de l'*Evénement.* — Le Message apocryphe de la *Presse.* — Critique, par l'*Evénement,* du Message présidentiel authentique. — Persistance des sympathies allemandes de Victor Hugo et de son organe. — Curieux entretien, relatif à Louis-Napoléon, entre le poète et l'ex-roi Jérôme. — La démission du cabinet Rouher. — Le replâtrage du ministère et la destitution de Changarnier. — L'Assemblée législative blâme le nouveau cabinet, qui se retire. — Formation d'un ministère extra-parlementaire. — Victor Hugo parle, dans son bureau, contre une demande de dotation extraordinaire pour le Président. — Victor Hugo et la révocation de

Michelet. — Lettres échangées entre le poète et l'historien. — Constitution d'un ministère Rouher-Baroche-Faucher. — La condamnation de Charles Hugo : le plaidoyer du poète. — Le Discours de Victor Hugo, du 17 juillet 1851, sur la revision constitutionnelle : Napoléon le Petit ! — Rejet de la proposition de revision: les votes de Pierre Bonaparte et du prince Napoléon. — Lettre de Victor Hugo au président du Congrès de la paix. — Le poète adhère au manifeste de la Montagne. — Il est nommé vice-président du Comité de surveillance de la gauche démocratique. — Suspension pour un mois de l'*Evénement,* le 15 septembre 1851. Condamnation de presque tous ses rédacteurs.— L'*Evénement* devient l'*Avénement du Peuple.* — Lettre-manifeste de Victor Hugo à Auguste Vacquerie. — Condamnation, par suite de cette lettre, de l'*Avénement du Peuple* et de la *Presse.* — Lettres échangées entre Victor Hugo et Mazzini.— Nouvelle crise ministérielle provoquée par l'intention du Président de rétablir le suffrage universel. — L'*Evénement* signifie néanmoins à Louis-Napoléon qu'on ne peut plus avoir confiance en lui. — Espoir de Victor Hugo de devenir Président de la République en 1852 et même ultérieurement. — Formation du cabinet extra-parlementaire Turgot-Saint-Arnaud. — La proposition des questeurs. — Poésie de Victor Hugo interdite par la censure. — La discussion de l'abolition de la loi du 31 mai : Victor

Hugo propose à la gauche de désigner comme unique orateur Michel (de Bourges). — Rejet de la proposition de suppression de la loi du 31 mai et de la proposition des questeurs : Victor Hugo la repousse par crainte des Burgraves. — Le Coup d'État. — Conclusion.

Le 1er août 1850, l'*Événement* célébrait son second anniversaire. En un fort intéressant article, il retraçait sa carrière, et rappelait les causes et les phases de son évolution démocratique, qui se confondait avec celle de son inspirateur :

« ... Il y a aujourd'hui deux ans, le 1er août 1848, l'idée nous est venue de créer un journal qui fût dans la presse ce que M. Victor Hugo est dans l'Assemblée : le réconciliateur de l'ordre et de la liberté, l'adversaire de l'anarchie et le défenseur du peuple, le révolutionnaire pacifique. »

Nous avons eu du succès.

Peu après notre naissance, l'élection présidentielle s'est préparée.

« ... Le nom de l'Empereur était assez vaste pour abriter toute la France. De plus, M. Louis Bonaparte semblait préparé par la prison et par l'exil à comprendre et à aimer le peuple, emprisonné dans l'ignorance et exilé du bien-être. C'est pourquoi, sans nous laisser troubler par les huées ou par les éclats de rire de ceux qui encombrent maintenant les antichambres de l'Elysée, nous avons, les premiers avec la *Presse*, présenté M. Louis Bonaparte pour la Présidence : — 6.000,000 de voix nous ont répondu oui.

« Mais, avant même l'élection de M. Louis Bonaparte, nous avons eu bien soin de constater que ce que nous soutenions en lui, ce n'était pas lui, mais les idées de ses livres, et que, s'il ne tenait pas ses promesses, nous le combattrions... »

Nous l'avons aidé patiemment, ainsi que la majorité de l'Assemblée législative.

« ... Aux élections de 1849, nous portions encore la liste modérée : — La liste modérée

eut le dessus. Un mois après, nous votions encore pour les onze noms modérés : — les onze noms passèrent.

« Mais alors la majorité n'avait plus ancun prétexte pour ajourner les réformes. La victoire de sa liste était complétée par la déroute ... du 13 juin. L'opposition était décimée, les meneurs étaient en fuite, la sécurité était parfaite ... Nous sommâmes la majorité de s'occuper enfin du peuple. — Elle nous répondit par des murmures quand M. Victor Hugo affirma la possibilité de détruire la misère ... » ainsi que par maintes lois réactionnaires.

« ... M. Louis Bonaparte lui vint en aide ...

« ... Alors nous n'hésitâmes plus à nous séparer du Président et de la majorité ... »

A partir de ce moment, le journal de Victor Hugo ne cessa, pour ainsi dire, d'attaquer personnellement Louis-Napoléon,

qu'il appelait, le 4 août, le « pseudonyme de M. de Montalembert. »

Le 17 août, Victor Hugo écrivit à Paul Meurice, rédacteur à l'*Evénement*, une lettre littéraire pour regretter la publication d'un feuilleton d'Adophe Gaïffe (1), dans lequel Théophile Gautier, Alfred de Musset et Sainte-Beuve étaient assez vivement pris à partie. Comme cette lettre ne se trouve pas dans la *Correspondance*, nous croyons devoir la reproduire intégralement : le poète y affirme d'ailleurs la conformité de ses principes politiques avec ceux du journal.

« A Monsieur Paul Meurice.

« Mon cher ami, l'*Événement* d'aujourd'hui me parvient à dix lieues de Paris, et j'y lis avec regret un feuilleton de votre jeune et spirituel collaborateur M. Gaïffe. *Vous savez que je suis un de vos lecteurs les plus sympathiques, nous défendons les mêmes principes, et vous permettez dans l'occasion à mon*

(1) Mort en octobre 1903.

amitié quelques observations. Laissez-moi vous dire que cet article, qui m'a paru injuste pour trois poètes de talent, m'a vivement contristé. Dans l'idée que je me fais de l'*Événement*, il me semble que ce n'est pas dans un tel journal que les hommes de talent peuvent être attaqués.

« Vous êtes de ceux qui avertissent et qui conseillent le talent, mais en le glorifiant toujours. Et, en particulier, au moment où M. de Musset se présente à l'Académie, l'*Événement*, journal des générations nouvelles et des idées vraies, doit comme nous tous, ne le pensez-vous pas, son concours le plus cordial et le plus absolu à ce jeune et glorieux candidat, que je n'hésite pas, pour ma part, à ranger parmi les plus charmants esprits et les plus éminents poètes de notre temps et de tous les temps.

« Au reste, je ne fais là que vous dire ce que vous pensez et que vous rappeler ce que vous faites. Vous n'avez, pour satisfaire les

plus généreuses consciences, qu'à rester d'accord avec vos traditions de tous les jours. Si j'étais à Paris, je vous le dirais ; je suis à la campagne, je vous l'écris. Vous me le pardonnez, n'est-ce pas ?

« Je vous serre la main.

« Victor Hugo. »

Le 6 septembre, Louis Bonaparte, parlant à Cherbourg, révéla nettement son but : la prolongation de ses pouvoirs. C'est impossible, dit l'*Evénement*, à cause surtout de la loi du 31 mai : dans cette loi, en effet « . . . si le suffrage universel — le souverain absolu — avait réélu M. Bonaparte au mépris de l'article 45 de la Constitution qui met un intervalle de quatre années entre les deux magistratures du même président, quelque évidente qu'eût été la violation du pacte fondamental, la nomination eût été *valide et inattaquable* (sic). »

On le voit, l'*Événement* persistait à déclarer impeccable le suffrage universel. Il ne s'at-

tendait pas, il est vrai, à le voir applaudir au Coup d'Etat.

Lorsque Louis Bonaparte rentra de Cherbourg à Paris, l'*Événement* lui consacra un article des plus cruels. Peu importent, écrivait-il, « les promenades officielles de celui qui naguère s'est évadé de Ham. Il peut... user en toute liberté de ce droit d'aller et de venir inscrit dans la Constitution et se montrer à la France vêtu de la gloire de son oncle *comme de la peau du lion* (sic)...»

Et le 14, il feignait ne pas avoir reconnu Louis-Napoléon dans ce « passant léthargique », devant qui se taisait la foule, tandis que vociféraient les *décembriseurs*.

Toujours engoué du suffrage universel, il appelait l'élection du 10 décembre une « erreur de jeunesse » et affirmait que le jour où le suffrage universel redeviendrait entier, il choisirait un autre candidat que Louis - Bonaparte.

Le 22 septembre, il félicitait Henri de La Rochejaquelein, futur sénateur de l'Empire, d'avoir, pour garder son indépendance, renoncé à servir le comte de Chambord. Il trouvait dans l'attitude du représentant de la Vendée une justification de la conduite de Victor Hugo, qui avait entrepris, dans la première année de la République, la tâche impossible de concilier le passé et l'avenir.

A partir du 24 septembre, en vertu de la loi sur la presse, les articles de journaux durent être signés. Nous pouvons donc, depuis cette date, voir la part de chacun des rédacteurs de l'*Evénement*. Victor Hugo n'intervient que de loin en loin, et sous forme de lettre à l'un des collaborateurs ; ses deux fils, Auguste Vacquerie et Paul Meurice signent des articles pour ainsi dire tous les jours.

La *Presse* avait joué à Louis Bonaparte le tour pendable de composer un *Message* au moyen de phrases socialistes tirées de ses

livres. Elle fut saisie. F.-V. Hugo s'en indigna :

« ... Il y a deux hommes dans M. Louis Bonaparte, disait-il ; le premier a été constamment désavoué par le second.

« Le premier avait écrit le manifeste électoral de novembre 1848.

« Le second a nommé le ministère Falloux.

« Le premier avait écrit la lettre à M. Edgar Ney.

« Le second a envoyé le grand cordon de la Légion d'honneur au cardinal Antonelli.

« Le premier avait écrit le message du 31 octobre (1849).

« Le second a formé le ministère Baroche-Carlier.

« Le premier avait écrit des œuvres socialistes de la prison de Ham.

« Le second a fait saisir la *Presse* aujourd'hui . . . »

Le Message réel fut lu le 10 novembre à l'Assemblée. Le Président y affecta le respect de la légalité. L'*Evénement* lui-même trouva le document loyal, sinon libéral et démocratique. Il en concluait que le nom de Bonaparte ne pouvait être en France synonyme d'improbité.

Toutefois il critiquait amèrement, par la plume de F.-V. Hugo, la partie relative à la politique étrangère, montrant que Louis Bonaparte prenait pour base de sa politique les traités de 1815, si funestes à la France et personnellement à lui-même.

La *Presse*, pour son Message apocryphe, fut condamnée, en la personne de son gérant Néfftzer — le futur fondateur du *Temps* — à un an de prison et à 2.000 francs d'amende. Le vrai condamné, disait Charles Hugo, c'est Louis Bonaparte.

Persistant dans ses sympathies allemandes, F.-V. Hugo voyait dans la formation d'un grand état germanique, non un danger pour

la France, mais peut-être le salut de l'Europe. La France aurait dû appuyer son alliée naturelle, la Prusse, dans la question du Sleswig (!), et non ses ennemies-nées, l'Autriche et la Russie . . .

M. De Rémusat, l'ami et l'élève de Thiers, avait, dans un rapport, condamné l'unité de l'Allemagne. F.-V. Hugo le lui reprocha vivement.

L'*Evénement* donnait, le 3 décembre, les nouvelles suivantes de Victor Hugo, que son état de santé retenait loin de la tribune et qui aurait voulu venir défendre cette politique des nationalités qui fut si fatale à son pays :

« Un journal exprime son étonnement et son regret que M. Victor Hugo ne soit pas inscrit parmi les orateurs qui devront monter jeudi à la tribune dans la solennelle discussion qui se prépare. Un mot d'explication nous semble nécessaire.

« M. Victor Hugo est en ce moment atteint, comme on sait, d'une affection chronique des

organes de la voix, due aux fatigues de la dernière session ... Il n'a fallu rien moins que l'opposition formelle de la Faculté pour que M. Victor Hugo renonçât à défendre, dans cette grave occasion, *les nationalités allemandes comme il a défendu les nationalités d'Italie.* »

On le voit, Victor Hugo et Napoléon III se rencontraient absolument sur cette question des nationalités.

Ce fut le 5 décembre qu'eut lieu, au Théâtre français, le curieux entretien rapporté par le poète dans *Choses vues* (1). L'ex-roi de Westphalie se plaignit vivement de son neveu, et Victor Hugo, sans doute, exagéra encore, en les transcrivant, les expressions de son interlocuteur :

« ... Jérôme Bonaparte était dans l'avant-scène à côté de la mienne. Je l'ai été voir

(1) Seconde série.

dans un entr'acte. Nous avons causé. Il m'a dit :

— Louis est fou. Il se défie de ses amis et se livre à ses ennemis. Il se défie de sa famille et se laisse garrotter par les vieux partis royalistes. J'étais mieux reçu, après ma rentrée en France, par Louis-Philippe aux Tuileries que je ne le suis à l'Elysée par mon neveu. Je lui disais l'autre jour devant un de ses ministres (Fould) : — Mais souviens-toi donc ! Quand tu étais candidat à la Présidence, monsieur (je montrais Fould) est venu me trouver, rue d'Alger, où je demeurais et m'a prié de me mettre sur les rangs pour la Présidence, au nom de MM. Thiers, Molé, Duvergier de Hauranne, Berryer et Bugeaud. Il m'a dit que jamais tu n'aurais le *Constitutionnel* ; que tu étais, pour Molé, un idiot, et pour Thiers, une tête de bois ; que, seul, je pouvais tout rallier et réussir contre Cavaignac. J'ai refusé. J'ai dit que toi tu étais la jeunesse et l'avenir, que tu avais vingt-cinq ans devant toi et que j'en avais huit ou dix

à peine ; que j'étais un invalide, et qu'on me laissât tranquille. Voilà ce que ces gens-là faisaient et voilà ce que j'ai fait, — et tu oublies cela ! Et tu fais de ces messieurs les maîtres ! Et ton cousin, mon fils, qui t'a défendu à la Constituante, qui s'est dévoué à ta candidature, tu le mets à la porte ! Et le suffrage universel qui t'a fait ce que tu es, tu le brises ! Ma foi, je dirai comme Molé que tu es un idiot et comme Thiers que tu es une tête de bois !

Le roi de Westphalie s'est arrêté un moment puis a repris : — Et savez-vous, monsieur Victor Hugo, ce qu'il m'a répondu ? — « Vous verrez ! » Personne ne sait le fond de cet homme-là ! »

Le cabinet Rouher démissionna le 4 janvier. La crise ministérielle se termina le 10 janvier par le replâtrage du cabinet démissionnaire. Le même jour, un décret destituait Changarnier de son double commandement de l'armée de Paris et de la

garde nationale de la Seine. Une interpellation s'ensuivit aussitôt et, le 18 janvier, l'Assemblée infligea un blâme au nouveau ministère : il se retira. Ce fut alors que Thiers s'écria, en terminant un discours prophétique : « Si l'Assemblée cède, l'Empire est fait ! » .

Le 24 janvier fut constitué un cabinet extra-parlementaire Vaïsse-Magne.

François-Victor Hugo signifia nettement à Louis-Napoléon, dans quinze mois, sa déchéance irrémédiable : « ... 1852, écrivait-il, ce sera pour M. Louis Bonaparte la venue de la postérité. Alors, la postérité lui demandera compte de ce qu'il aura fait de ce nom glorieux : Napoléon.

« Elle lui demandera quelle suite il a donnée à cette splendide épopée qui commence à Arcole et qui finit à Sainte-Hélène... »

Le ministère fut interpellé, le 27 janvier, sur son origine et sur son caractère. Il répondit qu'il n'avait qu'une mission provisoire, aussi l'Assemblée passa-t-elle à

l'ordre du jour. Victor Hugo vota d'ailleurs contre le cabinet avec toute la gauche.

Une demande nouvelle de dotation extraordinaire fut aussitôt après déposée à l'Assemblée par le ministre des Finances. Elle fut très mal accueillie.

Lors de la discussion dans les bureaux, Victor Hugo prit la parole, s'exprimant comme suit :

« . . . Selon moi, l'Assemblée, en votant la dotation il y a dix mois, a commis une première faute ; en la votant de nouveau aujourd'hui, elle commettrait une seconde faute plus grave encore.

« Je n'invoque pas seulement ici l'intérêt du pays, les détresses publiques, la nécessité d'alléger le budget et non de l'aggraver ; j'invoque l'intérêt bien entendu de l'Assemblée, j'invoque l'intérêt même du pouvoir exécutif, et je dis qu'à tous ces points de vue, aux points de vue les plus restreints comme aux points de vue les plus généraux,

voter ce qu'on vous demande serait une faute considérable.

« Et, en effet, Messieurs, depuis le vote de la première dotation, la situation respective des deux pouvoirs a pris un aspect inattendu. On était en paix, on est en guerre. Un sérieux conflit a éclaté.

« Ce conflit, au dire de ceux - là mêmes qui soutiennent ... le pouvoir exécutif,... est une cause de désordre, de trouble, d'agitation, dont souffrent tous les intérêts ; ce conflit a presque les proportions d'une calamité publique.

« Or, Messieurs, sondez ce conflit. Qu'y a-t-il au fond ? La dotation.

« Oui, c'est la dotation qui a fait tout le mal. Si vous n'aviez pas voté la dotation, vous n'auriez pas eu les voyages, les harangues, les revues, les banquets de sous-officiers, mêlés aux généraux, Satory, la place du Havre, la société du *Dix-Décembre*, les cris de *Vive l'Empereur*, et les

coups de poing. Vous n'auriez pas eu ces tentatives prétoriennes qui tendaient à donner à la République l'Empire pour lendemain. Point d'argent, point d'Empire.

« Vous n'auriez pas eu tous ces faits étranges qui ont si profondément inquiété le peuple, et qui ont dû irrésistiblement éveiller le pouvoir législatif et amener le vote de ce qu'on a appelé la coalition . . .

« Rappelez-vous ce vote... les faits ont été apportés devant vous, vous les avez approfondis dans votre raison, vous les avez jugés dans votre conscience, et vous avez solennellement déclaré votre défiance.

« La défiance du pouvoir législatif contre le pouvoir exécutif !

« Or, comment le pouvoir exécutif, votre subordonné après tout, a-t-il reçu cet avertissement de l'Assemblée souveraine ?

« Il n'en a tenu compte, il a mis à néant votre vote, il a déclaré excellent ce cabinet que vous aviez déclaré suspect. Résistance

qui a aggravé le conflit et qui a augmenté votre défiance.

« Et aujourd'hui que fait-il ?

« Il se tourne vers vous, et il vous demande les moyens d'achever, quoi ? Ce qu'il avait commencé. Il vous dit : Vous vous défiez de moi. Soit ! payez toujours, je vais continuer.

« Messieurs, en vous faisant de telles demandes, dans un tel moment, le pouvoir exécutif écoute fort peu sa dignité. Vous écouterez la vôtre et vous refuserez.

« Je termine... Quand la majorité a voté la dotation la première fois, elle ne savait pas ce qui était derrière.

« Aujourd'hui vous le savez. La voter alors, c'était de l'imprudence, la voter aujourd'hui, ce serait de la complicité.

« Tenez, Messieurs du parti de l'ordre, voulez-vous faire de l'ordre ? acceptez la République... »

Le 7 février, Charles Hugo terminait par cette conclusion moqueuse un article contre la dotation : «... la statue de la gloire se voile la face, lorsque, sur le passage des idées, l'Empire aveugle demande l'aumône dans le petit chapeau de l'Empereur, et lorsque le lion se fait caniche ! »

Et comme les bonapartistes avaient menacé l'Assemblée, en cas de refus, de lancer une souscription nationale, Charles Hugo releva le défi : «... Nous ne serions pas fâchés, disait-il, de voir comment la France... la démocratie... le peuple enricherait l'Elu qui l'a appauvri de ses droits, et dorerait les oripeaux du pouvoir qui a humilié son drapeau. »

La dotation fut rejetée, le 10 février, par 396 voix contre 294, malgré l'appui de Montalembert, qui depuis regretta si amèrement la confiance qu'il avait témoignée au Président.

Aucune suite ne fut donnée au projet de souscription populaire.

L'*Evénement*, plein d'illusions optimistes, s'imaginait voir déjà le bonapartisme terrassé.

Auguste Blanqui, le fameux conspirateur, avait adressé de la prison de Belle-Isle à la société des *Amis de l'Egalité*, composée de révolutionnaires français réfugiés à Londres, une lettre où il attaquait, avec âpreté, Ledru-Rollin, Louis Blanc, Dupont (de l'Eure), etc.

Charles Hugo tira parti de cette lettre pour rappeler les injustes attaques adressées par Ledru-Rollin et ses amis aux représentants de l'opposition qui, depuis Emile de Girardin jusqu'à Michel (de Bourges), prêchaient au peuple le calme et le dédain devant les provocations réactionnaires. Il constatait la scission du « parti de l'anachronisme», dont profiterait la démocratie.

Le 23 mars, une députation des élèves des Écoles de droit et de médecine se

rendit chez Victor Hugo pour le prier d'appuyer de sa parole une pétition déposée à l'Assemblée en faveur de Michelet, révoqué par le cabinet parce qu'il mêlait la politique à son enseignement de l'histoire.

« M. Victor Hugo, disait l'*Événement*, auquel une affection des organes de la voix, causée, comme on sait, par les fatigues de la tribune, commande encore d'impérieux ménagements, a promis à ces jeunes gens... que s'il pouvait parler au moment où leur pétition serait discutée, il plaiderait la cause de leur professeur, M. Michelet, et de son libéral auditoire, la jeunesse des écoles. — *Défendre M. Michelet,* leur a-t-il dit, *vous défendre, c'est défendre la liberté de la pensée, qui est le premier droit de l'homme, et la liberté de l'enseignement, qui est le premier besoin du peuple.* »

Une interpellation sur le cas Michelet eut pour conséquence le vote de l'ordre du

jour pur et simple, par 440 voix contre 197, la droite entière faisant bloc contre la gauche.

«... Nous croyons savoir, écrivait l'*Événement* du 28 mars, qu'il n'a pas moins fallu qu'une impossibilité absolue, causée par une affection des organes de la voix, pour empêcher M. Victor Hugo de prendre la parole dans cette discussion ... »

Michelet avait écrit, le 23 mars, à Victor Hugo, une lettre où il disait, entre autres : « C'est aux maîtres souverains de la pensée qu'il appartient de défendre les libertés de la parole. Je suis ravi, Monsieur, de voir la bonne cause en si bonnes mains... »

Victor Hugo répondit le 29 mars :

« J'ai bien souffert, jeudi, mon éloquent et cher collègue, souffert d'entendre dire de telles choses à la tribune, et souffert de n'y pouvoir répondre. Un mal plus fort

que ma volonté me retenait cloué à mon banc.

« La liberté de pensée a été bâillonnée dans votre personne, la liberté de conscience a été destituée dans la personne de M. Jacques ; la philosophie, la science, la raison, l'histoire, le droit, les trois grands siècles d'émancipation, le XVIe, le XVIIe et le XVIIIe, ont été niés, le XIXe siècle a été affronté, tout cela a été acclamé par le parti qui est maître de la majorité, tout cela a été soutenu, expliqué, commenté, glorifié, deux heures durant, par un M. Giraud, qui est m'a-t-on dit, votre confrère et le mien à l'Institut, tout cela a été fait et dit par le ministre qui représente l'enseignement en France, à cette tribune qui est l'enseignement du monde ! Je suis sorti honteux et indigné.

« Je vous envoie ma protestation ; je voudrais l'envoyer à toute cette noble et généreuse jeunesse qui vous aime et vous

admire, et qui m'avait fait l'honneur de me choisir pour vous défendre et pour la défendre.

« Je vous félicite d'être persécuté pour la sainte cause de la révolution française et de l'intelligence humaine, et je vous serre la main. »

« Victor Hugo. »

Un nouveau ministère Rouher-Baroche-Foucher fut constitué le 11 avril, en dépit du vote hostile émis le 18 janvier par l'Assemblée contre les mêmes hommes et la même politique. C'est un soufflet sur les deux joues, s'écriait Auguste Vacquerie.

Ce ministère obtint d'ailleurs un vote de confiance sous forme d'ordre du jour pur et simple, en réponse à une interpellation. Thiers, Changarnier, Dufaure s'abstinrent.

Le 30 avril, l'*Événement* publia un manifeste « de la partie extrême de la gauche parlementaire », signé notamment par Baudin,

Greppo, Madier de Montjau, Michel (de Bourges). Victor Hugo n'en était pas, Il tenait donc encore à se distinguer des Montagnards.

L'exécution d'un braconnier de la Nièvre, Montcharmont, accomplie dans des circonstances particulièrement dramatiques, avait amené Charles Hugo à protester avec virulence, dans l'*Evénement*, contre la peine de mort. Il fut aussitôt cité en justice sous l'inculpation d'avoir manqué de respect à la loi. Le poète voulut défendre son fils devant la Cour d'assises de la Seine. Il prononça, le 11 juin, une harangue très pathétique, innocentant son fils et se présentant comme le vrai coupable, lui qui, depuis vingt-cinq ans, combattait pour l'abolition de la peine capitale et qui en avait inspiré l'horreur à ses enfants.

Malgré son éloquence, Victor Hugo ne persuada pas les jurés : son fils fut condamné à six mois de prison : il était encore captif au moment du Coup d'Etat, et ses collabora-

teurs à l'*Evénement* devaient, pour la plupart l'y rejoindre.

Désireux d'enlever au Président toute velléité d'un coup de force, ne sachant du reste qui opposer pour le moment à Louis-Napoléon, la plupart des chefs de la droite s'étaient ralliés à la revision constitutionnelle. La discussion s'ouvrit au mois de juillet. Le 17, Victor Hugo prononça le dernier et le plus passionné de ses discours à l'Assemblée législative. N'imitant pas Michel (de Bourges,) qui s'était imposé, par la modération de la forme, à l'attention et aux égards de la majorité, le poète, dédaigneux des ménagements, exprima splendidement, mais avec une brutale franchise, toute sa pensée sur le but de Louis-Napoléon et de son entourage. Il mit une partie de la majorité dans un état d'énervement et d'exaspération difficile à décrire. C'est en ce jour que, s'attaquant pour la première fois à la personne du Président, il le marqua, au fer rouge, de cette injure sanglante : *Napoléon le Petit !*

Après avoir, dès le début de son discours, taxé de folie la prétention de la majorité de faire renverser, par un pays légal fictif, l'œuvre édifiée par la nation souveraine, il demanda à la droite pourquoi, convaincue qu'elle était de son impuissance à réaliser l'exigence constitutionnelle des trois quarts des voix, elle provoquait une vaine et dangereuse agitation.

Il se plaisait à la représenter comme la véritable révolutionnaire :

« Fort bien ! disait-il. Le parti de l'ordre a la fantaisie de faire du désordre, c'est un caprice qu'il se passe. Il est le gouvernement, il a la majorité dans l'Assemblée, il lui plaît de troubler le pays, il veut quereller, il veut discuter, il est le maître ! »

J'aurais compris, ajoutait l'orateur, qu'on eût demandé de reviser la Constitution pour combler ses lacunes, pour la démocratiser — et il exposa les revendications les plus hardies et les plus vagues de la

gauche socialiste : droit à la vie matérielle, droit à la vie intellectuelle et morale, droit à la liberté, droit à la souveraineté, législation directe du peuple !

Mais le but poursuivi, c'est non pas seulement la chute de la République de 1848, mais aussi l'écrasement de sa mère, la révolution de 1789, ce que le poète appelait : « faire reculer Dieu ! »

Puis, entrant, « dans la réalité ardente du débat, » il demandait aux membres de la droite quelle monarchie ils entendaient substituer à la République.

Négligeant la royauté de Juillet « expédient bâtard, gouvernement-arlequin » — selon les expressions d'Auguste Vacquerie dans l'*Événement* — il s'attaqua successivement à la légitimité et à l'empire, qualifiés pompeusement par leurs partisans de monarchie de principe et de monarchie de gloire.

Impitoyable pour les Bourbons, il provoqua un violent orage parlementaire en rappelant les banqueroutes de l'ancien régime et en représentant les légitimistes comme des morts qui voulaient ressusciter : sa parole sarcastique avait le don d'irriter ses adversaires jusqu'à l'insulte : il se vit aussitôt reprocher, dans les termes les plus outrageants, ses sentiments royalistes d'autrefois.

Après une longue interruption, il put continuer son discours, mais ce fut pour déchaîner bientôt de nouvelles et plus formidables tempêtes.

Il demandait ce que pouvait valoir le futur Empire. Je ne vois pas bien, disait-il avec une ironie cruelle, où se trouve la gloire du gouvernement actuel, dont la politique, acclamée par « cinq ou six mille coquins », « fait tressaillir de honte Napoléon dans sa tombe». Je ne comprends pas que le Président rêve une couronne, lui qui n'a gagné que la bataille de Satory !

C'est à ce moment qu'il proféra sa fameuse apostrophe. La séance fut de nouveau troublée pendant plusieurs minutes.

Le dernier incident dépassa en violence tous les autres. Songeant à certains auteurs de pamphlets césaristes qui avaient produit une assez vive sensation, tel le *Spectre rouge* de Romieu, Victor Hugo s'écria : «... que dirait ce Napoléon qui, parmi tant de combats prodigieux, est allé... provoquer la vieille barbarie moscovite... que dirait ce sublime esprit qui n'entrevoyait qu'avec horreur la possibilité d'une Europe cosaque, et qui, certes, quels que fussent ses instincts d'autorité, lui préférait l'Europe républicaine? que dirait-il, lui ! si, du fond de son tombeau, il pouvait voir que son Empire . . . a aujourd'hui pour panégyristes... des hommes qui, chaque fois qu'ils nous entendent prononcer les mots démocratie, liberté, humanité, progrès, se couchent à plat ventre avec terreur et se collent l'oreille contre

terre pour écouter s'ils n'entendront pas enfin venir le canon russe ! »

La droite se crut visée par ce passage cinglant : elle se leva d'un bond, tout entière, pour réclamer le rappel à l'ordre de l'orateur ; le poète parvint malaisément à s'expliquer : il démontra qu'il n'avait jamais eu l'intention d'appliquer ces paroles à ses collègues. Le calme se rétablit enfin, et Victor Hugo conclut sa harangue enflammée en affirmant que, si même il se produisait une éclipse de la France, le droit ne périrait pas (1).

Le lendemain Victor Hugo voulut répondre au ministre Baroche, qui l'avait attaqué avec une passion maladroite. L'Assemblée l'interrompit dès les premiers mots et l'empêcha bientôt de continuer.

(1) Nous donnons à l'*Appendice* la critique de ce discours faite par Lamartine dans le *Conseiller du Peuple*, ainsi qu'un très remarquable éloge de Victor Hugo publié dans le *Siècle* par un fin écrivain, Louis Desnoyers.

La proposition de revision, n'ayant obtenu que 446 voix contre 278 (la minorité comprenait tous les républicains et quelques orléanistes, notamment Thiers, Changarnier, de Rémusat), fut rejetée, puisque la Constitution exigeait les trois quarts des voix.

Pierre Bonaparte, celui qui tua Victor Noir dans des circonstances assez mystérieuses, s'écria, en déposant son bulletin bleu contre la revision : *Vive la République!* Le futur prince Napoléon avait aussi voté négativement. Tous deux étaient ainsi en opposition avec le Président, leur cousin.

Victor Hugo adressait en ce moment même la lettre suivante au président du Congrès de la Paix, qui se tenait à Londres :

« De l'Assemblée nationale, 18 juillet.

Monsieur,

« Je vous écris du milieu de nos luttes ardentes. D'impérieux devoirs publics me retiennent à Paris. Vous les connaissez et

vous m'approuvez certainement de ne pas quitter mon poste dans un tel moment, même pour m'aller joindre à vous.

« Même avant de se dévouer aux idées, on se doit à sa patrie.

« C'est pour ma partrie que je combats en ce moment.

« C'est aussi pour les idées, car toutes les idées et tous les progrès sont désormais dans ce fait immense qui envahira le monde civilisé, dans la République.

« La République, qui, en fondant les Etats-Unis d'Europe, créera la fédération universelle et par conséquent la paix universelle.

« Nos luttes dans le présent sont fécondes ; elles enfantent la paix et l'avenir.

« Et puis, permettez-moi de finir par ce mot qui est dans notre cœur à tous, dans le cœur de la France : Gloire et bonheur à la libre Angleterre.

« Dites tous mes regrets à tous nos amis du Congrès de la Paix, et recevez l'expression fraternelle de ma vive cordialité.

« Victor Hugo. »

Si Victor Hugo ne s'était pas rendu à Londres, il y avait envoyé, à frais communs avec Emile de Girardin, une délégation de quinze ouvriers français.

Le 10 août, le poète adhérait au manifeste de la *Montagne* par la lettre suivante, qui le rangeait officiellement enfin dans ce groupe, dont il s'était jusque là distingué :

« Mes chers et honorables collègues de la réunion de la Montagne,

« Vous voulez bien me communiquer votre Manifeste.

« Ce compte-rendu de vos pensées et de vos actes est inspiré d'un bout à l'autre par le plus pur et le plus généreux patriotisme et je suis prêt à le signer sans réserve et sans restriction.

« C'est avec empressement que je vous envoie mon adhésion.

« Victor Hugo. »

Ce Manifeste s'acharnait contre le Président, il déclarait notamment que si le peuple avait pu s'abuser en 1848, et prendre le nom de Bonaparte comme une protestation, il était à présent bien détrompé :

« . . . Le peuple a vu qu'entre un *prince* et la République il y a un abîme. Tout ce que nous savons, le peuple le sait. Comme nous, il dit à Louis-Napoléon Bonaparte : Président de la République, qu'avez-vous fait de la République ? Ecrivain socialiste, que sont devenues vos doctrines ? Auteur du Manifeste, où sont vos promesses ? . . . »

C'étaient, après tout, les idées qu'exprimait périodiquement l'organe de Victor Hugo.

Le 15 août, le poète fut nommé vice-président de la Commission de surveillance et de permanence de la gauche démocratique de l'Assemblée.

L'*Evénement* se complut à reproduire, le 5 septembre et les jours suivants, en caractères gras, des déclarations formelles de Louis Bonaparte de respect à la Constitution, et d'autres non moins solennelles de Baroche, traitant de calomnie toute accusation de Coup d'Etat.

Le 15 septembre, l'*Evénement* fut suspendu pour un mois. François-Victor Hugo fut condamné à neuf mois de prison et à 2,000 francs d'amende, Paul Meurice, le gérant à neuf mois et 3,000 francs, à cause d'un article, signé du premier, et accusant Louis-Bonaparte et ses ministres d'être les auxiliaires de la Sainte-Alliance et des Cosaques.

Cette fois l'*Evénement* eut pour défenseur, non Billault, mais un avocat nommé Desmarets.

Presque tous ses rédacteurs étaient en prison ou sur le point d'y entrer.

Pour ne pas suspendre sa publication, le journal changea aussitôt de titre et prit le nom d'*Avénement du Peuple*. Le premier

numéro de la feuille nouvelle, du 19 septembre, contenait une longue lettre (1) de Victor Hugo à Auguste Vacquerie, rédacteur en chef, qui, grâce au poète et à Emile de Girardin, avait pu verser immédiatement les 24,000 francs de cautionnement exigés par la loi.

Le poète glorifiait Vacquerie d'avoir relevé le drapeau terrassé, retraçait la carrière du journal disparu, saluait l'organe qui s'offrait à le remplacer pour continuer la même lutte et subir la même persécution ; il affirmait sa fois inébranlable en de meilleurs jours, entrevoyant, malgré tout, l'inévitable avenir « où la patrie sera grande, où le peuple sera heureux, où la République française créera par son seul exemple la République européenne, où nous serons tous, sur cette bien-aimée terre de France, libres comme en Angleterre, égaux comme en Amérique, frères comme au ciel ! »

(1) Elle se trouve dans *Actes et Paroles*.

« Nous arborons cette admirable lettre, si généreuse et si ferme, comme le drapeau de notre politique... » s'écriait Auguste Vacquerie.

Malgré tout, la démocratie triomphera, et sûrs de cette victoire, nous avons prophétiquement intitulé notre nouveau journal : l'*Avénement du Peuple*.

Cette lettre et les commentaires d'Auguste Vacquerie amenèrent la saisie immédiate de l'*Avénement du Peuple* et de la *Presse*, qui les avait reproduits.

Dans ce dernier journal, la lettre du poète était suivie d'un article d'Emile de Girardin, qui rappelait qu'en septembre 1848, il avait converti l'*Evénement* à la candidature de celui au nom duquel l'organe de Victor Hugo était supprimé en septembre 1851.

Le 24 septembre déjà, l'*Avénement du Peuple* se voyait frapper. Auguste Vacquerie, comme aussi le gérant de la *Presse*, furent condamnés à six mois de prison et à mille

francs d'amende. L'avocat-général reprocha à Victor Hugo d'être absent alors qu'il était si directement en cause, et « d'avoir conservé un mandat obtenu à l'aide d'une profession de foi qu'il a déchirée pour passer au camp ennemi. »

L'éloge de Mgr Sibour — qui depuis...— se lisait encore dans l'*Evénement* du 10 octobre : «... tout le monde sait que l'*Univers* a la haine la plus cordialement pieuse contre le respectable archevêque de Paris...»

Mazzini n'était plus, aux yeux de Victor Hugo et de son journal, l'épouvantable révolutionnaire d'antan. Le 20 septembre, il avait tenu à féliciter le poète de défendre si chaleureusement Rome et l'Italie :

« ... Je veux profiter de l'occasion — lui écrivait-il — ... pour vous dire combien dès les premières années où je me livrais à l'étude des lettres, je vous aimai comme poète, et avec quelle admiration je vous écoute aujourd'hui lançant votre ardente

parole sur la limite de deux camps, entre le peuple et ses maîtres . . . »

Victor Hugo, très sensible à pareil éloge, répondit :

« Monsieur,

« Votre noble et éloquente lettre m'a vivement ému. Elle m'est parvenue au milieu du combat acharné que je soutiens contre la réaction, qui ne me pardonne point d'avoir défendu, sans reculer d'un pas, le peuple en France et les nationalités en Europe. Voilà mon crime.

« Cependant mes deux fils sont en prison : demain, peut-être, ce sera mon tour ; mais qu'importe . . .

« Je suis heureux d'avoir reçu, au milieu de cette mêlée, une poignée de main du grand patriote Mazzini.

« Victor Hugo.

« Paris, 28 septembre 1851. »

A la suite de certaines velléités de Coup d'Etat qui ne purent se réaliser sitôt, Louis Bonaparte annonça brusquement à ses ministres qu'il était résolu à proposer le retrait de la loi du 31 mai et la restauration du suffrage universel pur et simple. Cette déclaration provoqua la démission du cabinet entier, et celle du préfet de police Carlier.

« La crise ministérielle fut longue, dit M. Victor Pierre (1). Comme en janvier et en avril, on fit paraître devant le public les noms les plus divers : Lamartine, que des sympathies fugitives avaient rattaché en apparence au Président ; M. Emile de Girardin, *prompt à s'offrir et qui restait toujours à mi-chemin de la Montagne et de l'Elysée ;* Odilon Barrot . . . ; M. Victor Foucher, *frère de Madame Victor Hugo*, auteur d'une brochure tirée à un nombre restreint d'exemplaires où il condamnait la loi du 31 mai, etc. La combinaison la plus sérieuse parut reposer

(1) Op. cit.. 6. II. 595.

quelques jours sur le nom de M. Billault. Comme il avait échoué aux élections de mai 1849 et d'avril 1850, . . . il n'avait pris aucune part à la loi du 31 mai, ses avances discrètes au socialisme lors de la discussion de la Constitution n'étaient pas de nature à déplaire au rêveur de Ham ; son talent oratoire et son expérience des affaires en pouvaient faire un digne adversaire à opposer aux partis monarchiques dont il avait déserté le drapeau. Mais suspect à M. de Persigny qui le considérait comme trop imbu de préjugés parlementaires, suspect à l'Assemblée qui ne savait dans quel camp le ranger, il chercha vainement des collègues qui s'associassent à sa fortune, et renonça de lui-même à la mission qui lui avait été confiée. »

L'initiative présidentielle n'émut guère l'*Evénement*, qui signifia, sans ambages, à Louis Bonaparte, dès le 15 octobre, qu'on ne pouvait plus avoir confiance en lui.

Et le lendemain, il déclarait se rallier au candidat, quel qu'il fût, de la démocratie à la Présidence, en souhaitant avant tout que ce candidat «... fût une rupture complète avec toute espèce de passé princier, et une protestation vivante contre la politique suivie depuis trois années...»

Victor Hugo, comme le fait ressortir M. E. Biré (1), avait alors beaucoup de titres et de chances pour être le candidat des républicains-socialistes, devenus bien plus nombreux que les modérés. Il pouvait donc, plein de cet optimisme propre aux poètes, se croire appelé à recueillir la succession de Louis-Napoléon au mois de mai 1852. L'espoir de devenir Président de la République ne l'abandonna pas dans son exil (2).

(1) Victor Hugo aprés 1820, t. II, 194-195 et 221-222.

(2) Nous en trouvons une preuve ... naïve dans le livre de Madame Richard Lesclide, veuve du secrétaire du poète : *Victor Hugo intime* (Paris, 1903).

« Sait-on que Victor Hugo faillit attacher son nom à un dictionnaire encyclopédique ?

En discutant là candidature de Lamartine à la présidence du Conseil des Ministres, Auguste Vacquerie ne pouvait la tenir pour sérieuse. Louis-Napoléon, selon lui, n'avait garde de prendre un grand nom qui lui ravirait l'honneur de la seule mesure populaire qu'il eût faite depuis son élection à la Présidence.

Le surlendemain, l'*Evénement* voyait sa prophétie réalisée par la formation du cabinet extra-parlementaire Turgot-Fortoul-Saint-Arnaud, M. de Maupas devenait préfet de police.

«... L'affaire avait reçu un commencement d'exécution et était pleine d'avenir quand elle fut arrêtée net. Charles Hugo venait d'arriver à Paris ; il apportait l'adhésion de son père mais avec une restriction. Victor Hugo désirait que l'on retirât son nom de l'œuvre au cas où, la République étant proclamée, il rentrerait en France. Et comme on demandait à son messager ce que cette éventualité pouvait avoir de commun avec l'entreprise littéraire à laquelle s'associait l'illustre exilé :

« — *Ne comprenez-vous pas*, dit Charles, *que si la République était proclamée, mon père en serait nommé Président ?* . . .»

C'était l'époque du Message présidentiel. Le Président fit connaître, par ce document, ses motifs de réaliser le suffrage universel ; il répudiait aussi toute aventure, toute illégalité...

Croirait-on qu'Auguste Vacquerie, s'y laissant tromper, refit au Président l'appel tant de fois renouvelé ?

Ce fut le 6 novembre que les questeurs déposèrent leur célèbre proposition, dont le but était de préciser le droit de l'Assemblée législative de disposer de la force armée.

L'*Evénement* se prononça le 10, — avec la presque totalité de l'opinion avancée, d'ailleurs — contre cette demande, ne voulant pas plus, disait Auguste Vacquerie, de la dictature de Changarnier que de l'Empire de Louis Bonaparte.

De fait, les démocrates redoutaient beaucoup plus les Burgraves que le Président de la République.

Des vers de Victor Hugo, intitulés *L'Art et le Peuple*, et composés pour inaugurer une association d'artistes - musiciens qui voulait populariser l'art musical, furent alors interdits par la censure, qui en empêcha l'audition publique.

Pierre Dupont, le chansonnier démocrate, en avait fait la musique (1), traduisant avec bonheur la pensée du poète, qui avait voulu montrer l'impatience du peuple contenue par la conviction profonde du triomphe prochain.

I.

L'art, c'est la gloire et la joie,
Dans le temple il flamboie,
Il éclaire le ciel bleu.
L'art, splendeur universelle,
Au front du peuple étincelle } bis
Comme l'astre au front de Dieu.

(1) Nous la donnons à l'*Appendice*.

L'art est un chant magnifique
Qui plaît au cœur pacifique,
Que la cité dit aux bois,
Que l'homme dit à la femme,
Que toutes les voix de l'âme } bis
Chantent en chœur à la fois !

L'art, c'est la pensée humaine
Qui va brisant toute chaîne !
L'art, c'est le doux conquérant !
A lui le Rhin et le Tibre !
Peuple esclave, il te fait libre ; } bis
Peuple libre, il te fait grand !

II.

O bonne France invincible,
Chante ta chanson paisible !
Chante, et regarde le ciel !
Ta voix joyeuse et profonde
Est l'espérance du monde, } bis
O grand peuple fraternel !

Bon peuple, chante à l'aurore !
Quand vient le soir, chante encore !
Le travail fait la gaîté.
Ris du vieux siècle qui passe !
Chante l'amour à voix basse, } bis
Et tout haut la liberté !

Chante la sainte Italie,
La Pologne ensevelie,
Naples qu'un sang pur rougit,
La Hongrie agonisante...
O tyrans ! le peuple chante } bis
Comme le lion rugit !

Victor Hugo.

6 novembre 1851.

Il n'y avait évidemment dans ces vers rien qui légitimât l'acte de la censure, décidément acharnée à persécuter, à taquiner plutôt le grand poète.

Le lendemain, Auguste Vacquerie entrait en prison. Dans une lettre à son collaborateur Pierre Bernard, le seul rédacteur

resté libre, il exposait sa politique, celle de Victor Hugo, signifiant d'autre part à Louis-Napoléon une irrémédiable déchéance.

La gauche entière se réunit le 13 novembre pour se concerter relativement à la loi qui rapportait celle du 31 mai. Victor Hugo demanda que l'opposition désignât un seul orateur, qui devrait montrer beaucoup de tact. Il s'exclut lui-même, ne pouvant, comme il disait, promettre de se contenir en songeant à tout le mal produit par la funeste loi du 31 mai (1). Aussi son désir fut-il accompli. Michel (de Bourges) fut le porte-parole de la gauche.

L'abrogation de la loi du 31 mai fut rejetée par 355 voix contre 348, le 14 novembre. La plupart des Elyséens confondirent leurs votes avec ceux de la gauche.

Restait la proposition des questeurs, qui pouvait être le salut. Fort peu de répu-

(1) Voir *Actes et Paroles*.

blicains furent clairvoyants. La plupart d'ailleurs étaient irrités par suite de l'obstination des orléanistes à maintenir la loi mutilant le suffrage universel. Victor Hugo ne fut naturellement pas du petit groupe des sages qui votèrent avec les questeurs, Thiers et Changarnier. L'*Avénement du Peuple* applaudit à la déclaration de Michel (de Bourges) plaçant son espoir dans le peuple, cette « sentinelle invisible », mais sûre, de la démocratie.

Pour lui, ce n'était qu'une manœuvre royaliste, dont le rejet n'avait nullement renforcé le pouvoir exécutif, affirmation que les événements allaient se charger de démentir.

La gauche, disait-il encore le 21, n'a pas voulu permettre à Changarnier de tenter une expédition de Rome à l'intérieur.

Dès lors les jours de l'Assemblée et de l'*Evénement* lui-même sont comptés. Le Coup d'Etat se prépare : les adversaires de Louis-

Napoléon ne semblent pas se douter du danger imminent. De sa loge, à l'Opéra, le Président, la nuit du 1er au 2 décembre, peut désigner à sa cousine, la princesse Mathilde, les hommes politiques présents qui seront arrêtés quelques heures plus tard. L'attentat se consomme, et c'est à peine si l'opinion s'en émeut. Quelques Montagnards, et parmi eux Victor Hugo, essaient vainement de soulever le peuple des faubourgs. Une exclamation typique dans sa trivialité caractérise bien l'état d'esprit de la population : elle va provoquer la réponse spartiate et l'héroïque sacrifice de Baudin : — « Plus souvent, s'écrie un ouvrier invité par le représentant du peuple à défendre la Constitution, plus souvent que nous nous ferons tuer pour vous conserver vos 25 francs ! (1) — Citoyen, réplique Baudin, tu vas voir comment on meurt pour 25 francs ! » Quelques instants après, une barricade voisine était assaillie

(1) On sait que les représentants du peuple touchaient 25 francs par jour de séance.

par la troupe et Baudin tombait foudroyé. Partout la résistance était aisément étouffée, et le suffrage universel, tant prôné par Victor Hugo et ses disciples de la presse, absolvait solennellement, à quelques jours de là, par un plébiscite fameux, le violateur du Droit.

Nous ne voulons pas raconter ici l'attitude prise par le poète en face de l'Empire triomphant, nous réservant d'y revenir. Dans ce livre, nous nous sommes efforcé de marquer, aussi exactement, aussi impartialement que possible, les étapes de l'évolution démocratique de Victor Hugo, dont l'aboutissement immédiat fut un exil d'abord très pénible et sans doute toujours douloureux, mais qui, en définitive, l'arrachant à la politique militante qui l'absorbait, renouvela et grandit encore sa personnalité et son prodigieux talent.

APPENDICE

APPENDICE

I. — Le Charivari et Victor Hugo.

(VOIR PAGE 72).

Le *Charivari*, organe des républicains modérés, fut très hostile à Victor Hugo jusqu'au jour où le poète se sépara de la réaction. Le 18 juillet 1849, il publia l'article suivant, intitulé *Un Proscrit*, où il plaignait malicieusement Victor Hugo de sa récente déconvenue :

« M. Victor Hugo éprouve en ce moment les tristes effets de l'ingratitude des hommes...

« Hélas ! pourrait-il dire, comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé ? Moi si

blanc autrefois, comment me trouvé-je teint en rouge tout à coup ?

« Le fait est que les journaux de la rue de Poitiers, qui faisaient figurer le nom de Victor Hugo sur leur liste parmi les candidats du 8 mai et qui n'avaient pas assez d'éloges pour recommander aux électeurs le nom du grand poète, accumulent aujourd'hui sur sa tête toutes les injures . . .

« M. Victor Hugo n'est plus rien qu'un romantique bizarre.

« C'est un professeur d'antithèses...

« Ainsi le grand homme de la veille s'est évanoui le lendemain.

« Muse, dis-nous le secret de cette surprenante révolution.

« Hélas ! les journaux de la rue de Poitiers ne peuvent pardonner à M. Hugo d'être venu dire à la tribune que, dans notre société française, il n'était nullement impossible de mourir de faim, et d'avoir donné des preuves à l'appui...

« Hugo, Hugo, qu'as-tu fait de tes frères ?

« ... Tu ne trouveras plus, sauf l'*Evénement*, une seule feuille pour reposer ta tête, un seul journal pour chanter ta gloire et ton génie...

« ... Voilà pourtant comme les journaux de la rue de Poitiers traitent un de leurs élus : mais aussi qu'allait faire M. Hugo dans cette galère ? . . .

« . . . Permettez - nous, Olympio, de faire votre examen de conscience nous-mêmes.

« Aux élections de 1848, vous faites une grande profession de foi en deux antithèses, où vous déclarez que vous êtes prêt à mourir pour la République tricolore.

« Aux élections de 1849, le parti républicain ayant faibli, vous vous présentez aux électeurs sous le patronage d'une coterie qui ne cache pas son intention de renverser la République et de battre en brèche toute idée démocratique.

« *Dans le quatrième bureau, vous prononcez un discours en faveur du projet de la loi de M. de Falloux, qui livre l'instruction au clergé.*

« Et à deux jours de là, vous avez l'imprudence de parler de l'assistance publique devant des gens qui veulent bien de l'aristocratique aumône, mais qui repoussent ce mot démocratique d'assistance.

— Ainsi vous tendez une main à la République, l'autre à la monarchie ; si les deux partis se défient de vous et vous rejettent, à qui la faute ?

« Nous n'avons pas la force de vous plaindre : nous laissons cette corvée à l'*Evénement*. »

II. — Un Article du Journal des Débats.

(VOIR PAGE 126).

« Nous avons soutenu, disait l'*Evénement* du 17 juin 1850, que M. Victor Hugo, depuis l'âge d'homme, avait toujours été dévoué à la démocratie, et que ceux qui l'accusaient d'avoir varié sur les principes n'avaient jamais lu un mot de ses livres. Le *Journal des Débats* nous vient en aide aujourd'hui. . . il déclare et démontre que M. Victor Hugo est socialiste depuis plus de 20 ans.

« Il va sans dire que le *Journal des Débats* dit cela comme une injure, et non comme un éloge, et que, pour lui, la démocratie s'appelle la démagogie. Mais l'affirmative n'en a que plus d'autorité et de valeur puisqu'on ne peut la soupçonner de bienveillance.

« Nous citerons quelques extraits de cet article, louangeur malgré lui :

« M. Victor Hugo est aujourd'hui le principal orateur, si ce n'est le chef du parti ultra-démocratique dans l'Assemblée nationale.

« Par son talent et sa renommée, par l'élévation de son rang, comme académicien, comme pair de France sous le dernier règne, comme représentant du peuple, M. Victor Hugo est aujourd'hui le premier démagogue de France, peut-être d'Europe, j'entends celui qui est le plus en vue, celui dont la voix porte le plus loin, qui réunit avec la supériorité la moins contestable les deux qualités principales de l'éloquence démagogique : l'éclat et la sonorité.

« M. Hugo avait débuté comme M. de Lamartine. La première veine de ses idées était monarchique et religieuse. *La polémique s'est trompée toutefois quand elle a cherché, dans ses effusions royalistes d'une autre époque,*

un texte à d'amères récriminations. Au-dessus de ce fond natal, où s'était jouée l'adolescence très peu naïve de l'auteur de *Bug-Jargal*, M. Victor Hugo, parvenu à l'âge de raison, n'avait pas tardé à étendre plusieurs couches successives d'une toute autre formation et qui avaient bientôt fait disparaître jusqu'aux dernières traces du sol primitif. Je m'étonne, quant à moi, qui viens de relire avec un soin attentif une partie des œuvres de M. Victor Hugo, je m'étonne qu'on ait pu se méprendre à ce point sur le véritable caractère de sa tendance et de sa pensée.

« *Sa tendance a toujours été pour un certain nivellement soit de l'art, soit de l'Etat. Sa pensée a toujours été socialiste au fond, romantique dans la forme, marchant à un double but ; la réforme de la société et celle de la langue ;* disant tour à tour, aujourd'hui en prose : « Mettons le marteau dans les théories, les poétiques et les systèmes. Jetons bas ce

vieux plâtrage qui masque la façade de l'art », disant demain en vers :

« Puissants ! nous ferions mieux de panser quelque [plaie
Dont le sage rêveur à cette heure s'effraie,
D'étager l'escalier qui d'en bas monte en haut,
D'agrandir l'atelier, d'amoindrir l'échafaud... »

etc., etc.

« M. Victor Hugo a été le premier des romantiques, car la *Préface de Cromwell* est de 1827, et de même aussi il a été le premier des socialistes, car *le Dernier Jour d'un Condamné*, les *Chants du Crépuscule*, *Notre-Dame-de-Paris*, et tous ces drames, *Ruy-Blas* excepté, sont antérieurs de plus de dix ans à la révolution de Février, c'est-à-dire à l'avénement du socialisme comme parti actif et militant. J'ai été surpris en rouvrant ces livres avec l'intention d'y chercher la généalogie des idées actuelles de M. Victor Hugo, j'ai été surpris d'y trouver presque tout le fond de ces formules déclamatoires, de ces récriminations

envenimées, de ces haines jalouses, de cette philanthropie pleine de menace et de colère qui forme aussi le fond du socialisme. C'est M. Victor Hugo, on le dirait, qui a fourni la matière.

«... Voici comment M. Victor Hugo parle du voleur dans la préface du *Dernier Jour d'un Condamné :*

« Pauvre diable que la faim pousse au vol et le vol au reste, enfant déshérité *d'une société marâtre,* que la maison de force prend à douze ans, le bagne à dix-huit, l'échafaud à quarante ; infortuné qu'avec une école et un atelier *vous auriez pu rendre bon*, moral, utile, et *dont vous ne savez que faire,* les versant comme un fardeau inutile tantôt dans la rouge fourmilière de Toulon, tantôt dans le muet enclos de Clamart, *leur retranchant la vie après leur avoir ôté la liberté !...* »

« Ainsi nous voilà arrivés du premier saut à la dissertation démocratique et sociale. Ceci s'écrivait en 1832.

« ..... Quand M. Victor Hugo écrivait dans la préface de son drame : « Ruy - Blas, c'est le peuple *ayant sur le dos les marques de la servitude et dans le cœur les préméditations du génie* ; » et quand il disait à la tribune : « Regardez l'ouvrier qui va au scrutin ; il y entre avec le front triste du prolétaire accablé, *il en sort avec le regard d'un souverain !* » c'est la même idée, presque la même phrase. »

III. — Appréciation, par Lamartine, du discours de Victor Hugo sur la Revision de la Constitution.

(VOIR PAGE 166).

Lamartine, en 1851, avait pris la direction du *Pays*, dont Alfred de la Guéronnière, le futur sénateur de l'Empire, alors républicain comme l'auteur des *Girondins*, était le rédacteur en chef (1).

Lamartine se trouvait d'accord, en certaines questions, avec le Président de la République. Il voulait, comme lui, la revision de la Constitution, mais par les seules voies

(1) Alfred de la Guéronnière écrivait en juillet 1851 au père de M. de Chamborant, l'auteur du livre *Lamartine inconnu* (1891) :

« ... Vous avez vu le grand débat sur la revision. Cela allait bien jusqu'à Hugo, qui a tout gâté... »

légales. Le *Pays* condamna donc l'opposition systématique de la gauche et le discours de Victor Hugo. Lamartine, d'autre part, dans son organe mensuel *Le Conseiller du Peuple,* apprécia sévèrement la passionnée philippique de son illustre émule :

« . . . M. Victor Hugo, en oubliant que l'éloquence est l'art de convaincre et non d'irriter, a fini par soulever la colère. . . »

. . . « M. Hugo est monté à la tribune. C'est toujours un événement. Le génie est génie partout. On doutait que le grand poète pût se transformer en grand orateur : on se trompait, il n'a eu qu'à replier ses ailes. Nous qui connaissions et qui aimions ce jeune émule de nos meilleures années, nous ne doutions pas. Disons-le franchement néanmoins, cette fois son discours nous a causé autant de peine que d'admiration. Ce n'étaient pas des foudres que nous voulions dans cette discussion... c'était de la sérénité, de la lumière et de la modération. M. Hugo a parlé en grand artiste, non en homme

d'Etat, selon nous. Il a fait une ardente invective à la manière de Rome ou d'Athènes, il n'a pas fait un bon discours de circonstance. L'éloquence n'est-elle pas avant tout l'art de dire des choses convenables au pays, à l'auditoire, à la cause, au temps ? A quoi bon la colère qu'à provoquer la colère ? Quand on combat, bien ; quand on raisonne, non... »

Lamartine condamnait aussi le *gouverne-nement direct* du peuple préconisé par Victor Hugo.

« ... Si nous possédions, comme M. Hugo, la coupe des illusions, nous nous garderions de la verser en ce moment à ce peuple... »

IV. — Un Article de Louis Desnoyers dans le Siècle.

(VOIR PAGE 166).

« Donc, cher et illustre maître, vous avez prononcé un magnifique discours l'autre semaine. C'est comme citoyen, comme anti-bonapartiste et comme pédagogue, que je vous décerne cette épithète, en toute sincérité d'opinion, de patriotisme et de grammaire. Mais je n'insisterai que sur ce dernier point. Des publicistes, bien plus hommes d'Etat que je ne saurais l'être, ont rendu suffisamment hommage à la valeur politique de votre splendide oraison.

Je m'associe complètement à leur éloge. Mais j'irai plus loin, car ils se sont arrêtés naturellement aux limites de l'utile, tandis

qu'il m'est permis de pousser jusqu'à celles de l'agréable ; sans rien rabattre des justes applaudissements qu'ils ont accordés à l'habileté, à la faconde, au bien pensé et au sagement dit de tel ou de tel autre orateur, je me fais fort de prouver, moi, à qui voudrait soutenir la gageure contraire, que votre discours, cher et illustre maître, est le seul, à une exception près, qui ait mérité au point de vue purement littéraire de surnager glorieusement sur l'abîme où tant de paroles se sont englouties naguère. Vous avez ainsi le mérite de prouver une fois de plus qu'on peut avoir du talent, du génie même, sans être tout à fait un imbécile.

. . . .

« La renommée mensongère des Berryer, des Baroche, des Odilon Barrot, pour en citer quelques-uns, n'a jamais eu d'autre raison d'être. « Quel admirable discours ! » s'écrient avec stupeur tous les Balaams de la presse, chaque fois que l'orateur en question a parlé. Vous courez au *Moniteur*,

vous lisez avidement le chef-d'œuvre annoncé : qu'y trouvez-vous ? Amère dérision ! L'organe, le cabotinage de l'espèce n'ont pu se sténographier, pour remplir de sonorité des idées creuses, pour relever par l'accent la vulgarité du mot, pour suppléer par la pantomime à l'absence de toute logique. Vous n'avez plus sous les yeux que solécismes, barbarismes, cacographismes, cacophonismes, béotismes, idiotismes et crétinismes.

» Par Apollon, cher et illustre maître, je ne saurais trop féliciter votre magnifique instrument de ne ressembler nullement à de pareilles cornemuses. Vous êtes du petit nombre de ces écrivains d'élite dont je parlais plus haut, chez qui l'horreur du banal, de l'incorrect et du vulgaire est tellement instructive et dominante que la parole jaillit toute polie, toute ciselée comme si le travail l'avait longuement élaborée ; dont la pensée est toujours choisie, l'expression toujours pittoresque et l'une, ainsi que

l'autre, toujours hardie, inattendue et neuve, chez qui enfin l'inspiration a tout le fini de la méditation et qui improvisent comme les autres travaillent. Vos éclairs éblouissent les chats-huants de la routine, et les font se réfugier à tire d'ailes au plus opaque de leurs ténèbres en poussant des cris de douleur, d'épouvante et de rage. Tant mieux! leur venette est la preuve que vous avez brillé juste.

« Vous n'avez rien à craindre d'ailleurs des révélations si désillusionnantes du *Moniteur*. Vous parlez, vous, pour les yeux aussi, de même que vous écrivez aussi pour l'oreille. Vos discours gagnent à la lecture tout ce que les autres y perdent.

. . . .

Quintilien, Aristote, La Harpe, les pédagogues de tous les pays n'hésiteraient pas à proclamer votre discours un des modèles du genre.

« Vous avez eu d'ailleurs tous les bonheurs à la fois, car c'est au bruit des interruptions, des impertinences, des injures, des quolibets, des trépignements et des stupidités de vos adversaires qu'il vous a fallu le prononcer, avec un sang-froid non moins admirable. L'orateur,

> . . . poursuivant sa carrière,
> Versait des torrents de lumière
> Sur ses obscurs *interrupteurs*.

« La littérature contemporaine doit vous en être reconnaissante autant que la République, car elle aura gravé, par votre main, une magnifique épitaphe sur le tombeau de la monarchie . . . »

V. — Deux Sonnets dédiés à Victor Hugo.

Nous croyons devoir exhumer de l'oubli et reproduire ces deux remarquables sonnets qu'un poète de talent, fort peu connu de nos jours, Boulay-Paty, dédia, en 1851, à Victor Hugo :

I

Les vers d'Hugo, debout alignés hardiment,
Sont une armée, un jour de bataille donnée,
Quand flotte l'étendard, quand la charge est sonnée,
Quand le pas guerrier bat le sol incessamment.

Les grands alexandrins, s'avançant pesamment,
Sont les vieux grenadiers de mine basanée ;
Et sur les ailes court l'ode à strophe effrénée,
Cavalerie étrange au galop écumant.

Tous ces soldats serrés, rangs fiers, troupe choisie
De ce Napoléon de notre poésie,
Foule immense qu'il sait lâcher ou retenir,

Tous ces soldats, sentant sa pensée électrique,
Ayant à leurs drapeaux l'aigle, l'aigle lyrique,
Marchent à ta conquête, avenir ! avenir !

II

Triomphateur au fier courage,
Vous avez conquis l'univers.
Le vaincu, honteux des revers,
Sous votre char crie avec rage.

S'imaginant qu'il vous outrage,
Grand lyrique aux rhythmes divers,
Il dit que vous sculptez vos vers
Comme le sculpteur son ouvrage.

Oui, l'art taille, dresse et finit
Votre style, ferme granit,
Mais un dieu même y mit sa flamme.

C'est le marbre du Commandeur,
Marchant l'œil plein de sombre ardeur,
Forme terrible où parle l'âme !

VI. — Explication des gravures.

L'un de nos meilleurs amis de France, M. Julien Stirling, attaché au service des Travaux historiques de la Ville de Paris, et bien connu dans le monde des érudits sous le pseudonyme de *Georges Colas*, a bien voulu nous ouvrir les trésors de sa riche collection de dessins et de charges relatifs à Victor Hugo (1). C'est à lui que nous devons les trois superbes et rarissimes gravures de cet ouvrage. Nous ne pourrions mieux faire aussi que de reproduire les remarquables notices qu'il nous a envoyées à propos de chaque œuvre.

(1) On peut se rendre compte du prix de cette collection par la description qu'en a donnée M. Robert Hénard dans le *Carnet* du 1er juin 1903.

A. — Le Portrait de Victor Hugo.

Ce portrait de Victor Hugo est certainement le plus rare de ceux qui ont paru à cette époque.

Il a été reproduit pour la première fois, d'après l'épreuve originale tirée sur chine qui fait partie de la collection de M. Georges Colas, en 1902, au moment des fêtes du Centenaire.

La gravure qui est au burin, au trait carré, représente Victor Hugo en pied, de face, les bras croisés sur la poitrine.

La tête et la pose sont très énergiques, il est en habit de représentant du peuple.

Le dessinateur et graveur Devritz n'a sa biographie dans aucun document contemporain ; on n'a pas de renseignements sur lui.

B. — Le Triomphe pour rire.

« Le Triomphe pour rire » a paru dans le *Journal pour Rire* en Décembre 1848.

On voit les amis ou admirateurs du Prince Louis-Napoléon essayant de le faire nommer à la Présidence de la République.

Pour montrer tous ses mérites on a juché d'abord le futur Napoléon le Petit sur les épaules du Grand Napoléon, dont le nom retentissait encore tout vibrant aux oreilles de la foule ; à l'extrémité d'une perche plâne un aigle empaillé ; puis, musique en tête, sur un char rustique à *cinq* roues, on se met en marche vers l'Hôtel de la Présidence : Thiers joue du piston, Montalivet de la grosse caisse, un « Vieille Garde » est à la place du cocher, coiffé d'un bonnet à poils archi-usé et tenant à la main un étendard sur lequel

se lisent ces mots : Strasbourg, Boulogne ; les abonnés du *Constitutionnel*, de la *Presse*, de l'*Evénement* tirent le char improvisé qui est poussé également par les Alliés. — Dans des filets on quête les demandes de places et de nominations futures. — Victor Hugo montre le groupe sympathique à la foule en présentant un écriteau portant ces mots : Lui, luit, nuit, fuit. (Dès que le nom de Napoléon parait, le bonheur doit être universel !)

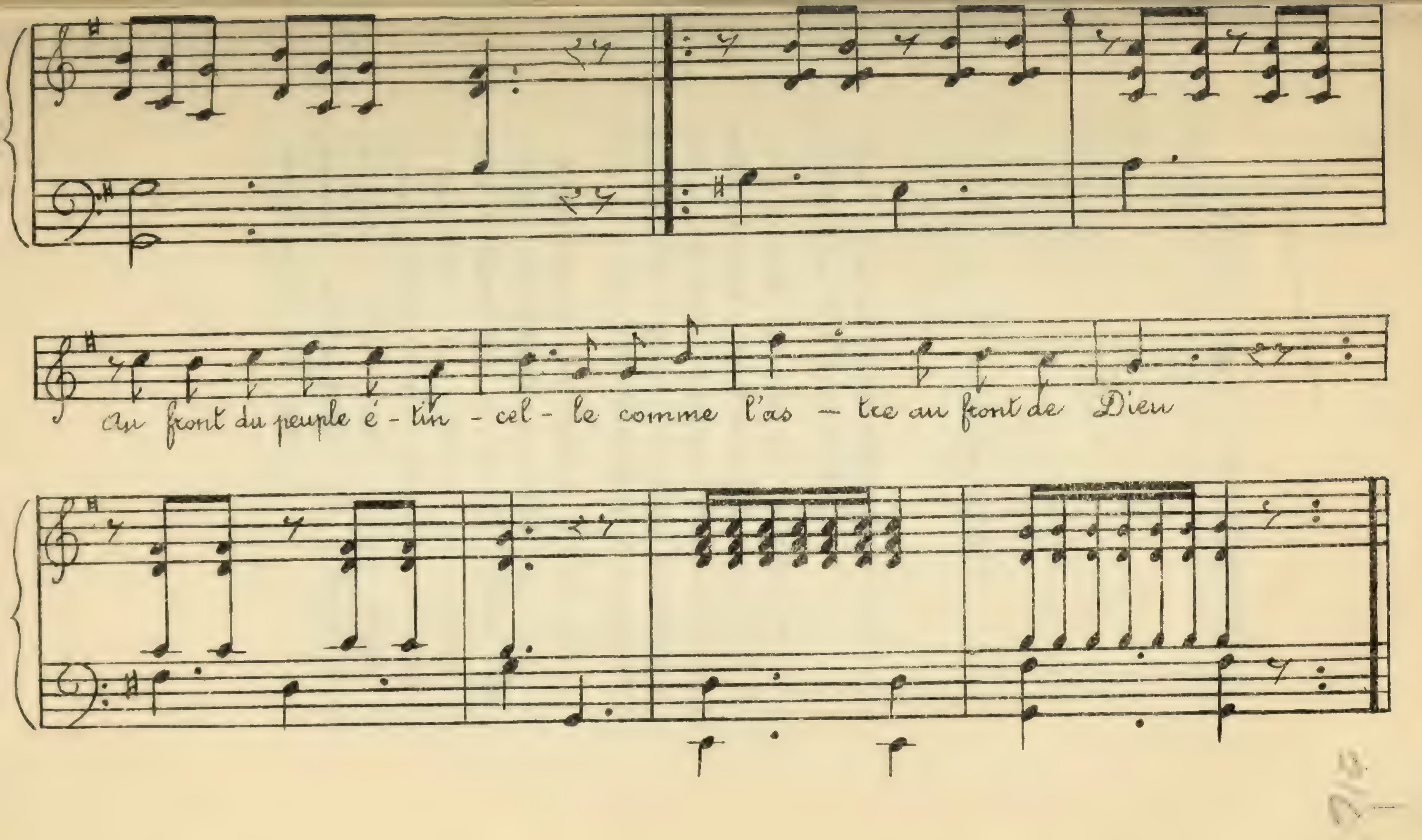
Cette spirituelle charge a été dessinée par Bertall. Le dessin porte comme légende :

L'un portant l'autre — l'un prônant l'autre l'un traînant l'autre — l'un poussant l'autre.



L'ART ET LE PEUPLE

(Voir pages 181-182-183). Musique de Pierre Dupont


Au front du peuple é - tin - cel - le comme l'as - tre au front de Dieu



C. — Assis par terre !

La charge de Victor Hugo (Assis par terre) a paru dans le *Caricaturiste.*

Ce journal est un des organes les plus spirituels, les plus humoristiques qui ont été publiés en 1849 ; il est aujourd'hui introuvable. Le premier numéro de cette publication a paru le 3 juin 1849, le dernier le 30 juin 1850.

Emile de Girardin était la tête de turc sur laquelle on frappait à coups redoublés et naturellement son grand ami Victor Hugo a participé à ces charges si curieuses à examiner aujourd'hui encore. De nombreuses caricatures représentent Victor Hugo au moment psychologique de son évolution vers la démocratie pure.

Une des charges le représente encensant Girardin de son encrier et recevant le même office ; une autre montre « Un grand poète d'Etat poursuivi par la peur des Jésuites et de l'Inquisition qui se sauve sur la Montagne » et l'on voit Victor Hugo grimpant de rochers en rochers sur le revers d'une montagne en haut de laquelle se trouve, fiché sur un bâton, le bonnet phrygien !

Le numéro du 30 décembre 1849 donne comme gravure la « Grande distribution d'étrennes » et naturellement le caricaturiste souhaite : Un portefeuille en maroquin rouge à Victor Hugo.

Le dessin dont nous donnons la reproduction figure dans le N° du 4 novembre 1849.

*
* *

Quillenbois est un pseudonyme parlant : le dessinateur Ch. Marie de Sarcus avait une jambe de bois et marchait avec des

béquilles. — Il a collaboré à de nombreuses publications humoristiques de 1849 à 1855.

Les légendes qu'il plaçait au-dessous de ses dessins étaient parfois très spirituelles et valaient mieux que ses compositions un peu trop lâchées.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I.

De la Révolution de Février à l'Election présidentielle.

CHAPITRE II.

Du Dix Décembre 1848 à l'Assemblée législative (mai 1849).

CHAPITRE III.

Des Élections de Mai 1849 au Ministère Rouher-de Parieu (31 octobre 1849).

— Il proteste le 15 juin contre le pillage d'imprimeries par des gardes nationaux réactionnaires. — Vif colloque entre le poète et un droitier trop exalté. — L'évolution démocratique du poète s'accentue, mais lentement. — L'*Événement*, tout en raillant l'équipée de Ledru-Rollin, oppose Victor Hugo à l'extrême-droite. — Sa nouvelle attitude à l'égard de l'expédition de Rome. — Victor Hugo approuve la loi Falloux le 27 juin 1849. — Première manifestation de la brouille entre Victor Hugo et la droite sur la question de la misère, le 6 juillet. — L'*Événement* défend Louis-Napoléon contre le *National*. — Il attaque Montalembert à propos de la misère. — Sa réponse au *Dix Décembre* qui avait reproché à Victor Hugo d'ignorer les souffrances du peuple. — Les élections du 8 juillet. — Avances des journaux de gauche à Victor Hugo. — Quelques votes contradictoires du poète. — Son journal, pendant les vacances, pousse à la création du *Tiers-parti*. — La lettre du Président à Edgar Ney. L'*Evénement* l'approuve pleinement. — Il blâme le *Motu proprio* de Pie IX. — Reprise des séances de l'Assemblée législative, le 1er octobre 1849. — Hésitations de Louis-Napoléon relativement aux affaires de Rome. — Victor Hugo se prononce nettement au sein de la Commission d'examen, contre la direction donnée à cette expédition. — Son dernier dîner à l'Elysée. Louis-Napoléon le félicite de son attitude : le poète se croit futur

---

CHAPITRE IV.

Du Cabinet Rouher-de Parieu à la Rupture définitive entre Victor Hugo et Louis-Napoléon (juillet 1850).

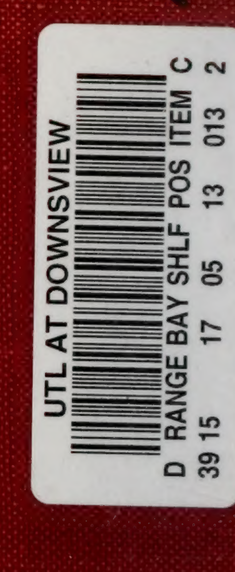
CHAPITRE V.

De la Rupture définitive entre le Poète et le Président au Coup d'État du deux Décembre 1851.

Le second anniversaire de l'*Evénement*. — Une lettre de Victor Hugo à Paul Meurice. — Piquantes railleries contre le Président. — Nouvelle apologie du suffrage universel. — La signature des articles de l'*Evénement*. — Le Message apocryphe de la *Presse*. — Critique, par l'*Evénement*, du Message présidentiel authentique. — Persistance des sympathies allemandes de Victor Hugo et de son organe. — Curieux entretien, relatif à Louis-Napoléon, entre le poète et l'ex-roi Jérôme. — La démission du cabinet Rouher. — Le replâtrage du ministère et la destitution de Changarnier. — L'Assemblée législative blâme le nouveau cabinet, qui se retire. — Formation d'un ministère extra-parlementaire. — Victor Hugo parle, dans son bureau, contre une demande de dotation extraordinaire pour le Président. — Victor Hugo et la révocation de Michelet. — Lettres échangées entre le poète et l'historien. — Constitution d'un ministère Rouher-Baroche - Faucher. — La condamnation de Charles Hugo : le plaidoyer du poète. — Le Discours de Victor

Appendice.

Bruxelles. — Impr. J.-B. Stevens, ch. de Waterloo, 133.


UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 15 17 05 13 013 2